

Viel & Cie  
Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

FIDORG AUDIT  
62, rue de la Chaussée d'Antin  
75009 Paris  
S.A.S. au capital de € 124 000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Caen

ERNST & YOUNG Audit  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Viel & Cie

Exercice clos le 31 décembre 2019

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Viel & Cie,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Viel & Cie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 17 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

## ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Principes régissant l'établissement des comptes consolidés » et la note 34 « Impact relatif à la première application de normes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés qui exposent les impacts de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## ■ Risque portant sur l'évaluation des écarts d'acquisition

Risque identifié	Notre réponse
Comme indiqué dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés, la valeur brute des écarts d'acquisition au 31 décembre 2019 s'élève à M€ 107,5.	Nous avons apprécié la méthodologie des tests de dépréciation effectués au regard des normes comptables sur les éléments suivants :
La valeur brute des écarts d'acquisition incluse dans les immobilisations incorporelles s'élève à € 81,2 au 31 décembre 2019.	► nous avons comparé les budgets et les hypothèses de croissance des périodes passées avec les résultats réels afin d'évaluer la pertinence de l'estimation réalisée par la direction ;
La valeur brute des écarts acquisitions incluse dans les participations dans les sociétés associées et coentreprises s'élève à M€ 26,3 au 31 décembre 2019.	► nous avons analysé la projection des flux de trésorerie préparée par la direction et évalué la cohérence des hypothèses sous-jacentes, notamment au regard des prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des sociétés, telles qu'approuvées par l'organe compétent et au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
Votre groupe teste les écarts d'acquisition pour identifier d'éventuels indices de dépréciation à chaque date de bilan. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés.	

Nous avons considéré ce domaine comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'évaluation des écarts d'acquisition implique des jugements complexes et subjectifs de la direction sur les différentes hypothèses utilisées pour l'actualisation des flux de trésorerie futurs.

► nous avons analysé la méthode de calcul utilisée et vérifié les calculs arithmétiques.

#### ■ Risque portant sur l'évaluation des litiges

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés, dans le cadre de leurs activités, il arrive que des filiales de votre groupe soient impliquées dans des litiges avec des anciens employés à la suite de la résiliation de leur contrat de travail ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.</p> <p>Des provisions sont comptabilisées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'un procès peut être estimée de manière fiable. Les provisions pour litiges au 31 décembre 2019 s'élèvent à M€ 0,8.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit, du fait d'un processus d'évaluation complexe et fondé sur des hypothèses d'issue attendue de procédures qui peuvent durer plusieurs années.</p>	<p>Nos procédures d'audit incluent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>► nous avons obtenu un résumé des principales procédures en cours et mené des entretiens avec le directeur juridique de votre groupe afin d'obtenir une compréhension des principales affaires en cours ;</li> <li>► nous avons supervisé les travaux des auditeurs locaux relatifs aux analyses juridiques préparées par la direction, pris connaissance des correspondances avec les conseils externes, et procédé à l'appréciation du montant des provisions associées ;</li> <li>► nous avons examiné les réponses à nos demandes de confirmation des conseils externes ;</li> <li>► nous avons évalué le bien-fondé des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.</li> </ul>

#### ■ Risque portant sur les opérations non dénouées à la clôture

Risque identifié	Notre réponse
<p>Certaines sociétés de votre groupe agissent à titre de « principales » dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers.</p> <p>La période comprise entre la date de transaction et la date de dénouement est généralement de deux jours durant lesquels ces sociétés sont exposées au risque de contrepartie.</p> <p>Le risque décrit plus haut est considéré comme étant un point clé de l'audit compte tenu du volume d'opérations négociées et donc potentiellement non dénouées à la clôture.</p> <p>Comme indiqué dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés, les créances liées à l'activité en « principal » s'élèvent à M€ 519,2 au 31 décembre 2019.</p>	<p>Nos procédures d'audit ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>► analyser l'adéquation des soldes des balances avec les contreparties vendeuses et acheteuses ;</li> <li>► évaluer le risque de contrepartie sur les opérations non dénouées à la fin de l'exercice en observant, le cas échéant, le recouvrement ultérieur de ces opérations ou leur couverture par des dépréciations.</li> </ul>

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 17 mars 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés.

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Viel & Cie par votre assemblée générale du 21 mai 2003 pour le cabinet FIDORG AUDIT et du 10 septembre 1992 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2019, le cabinet FIDORG AUDIT était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt-huitième année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

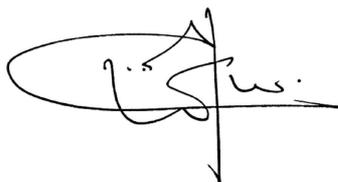
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 20 mai 2020

Les Commissaires aux Comptes

FIDORG AUDIT



Christophe Chareton

ERNST & YOUNG Audit



Bernard Heller

**VIEL & Cie**  
**Comptes consolidés**  
**Exercice 2019**

## Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros	Note	2019	2018
Chiffre d'affaires	1	861 794	798 470
Autres produits d'exploitation	2	2 861	3 101
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>864 654</b>	<b>801 571</b>
Charges de personnel		-609 043	-557 537
Autres charges d'exploitation	3	-167 436	-179 752
Amortissements		-28 387	-14 979
Gains/ (Pertes) de valeur des actifs		-	-
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>-804 867</b>	<b>-752 268</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>59 787</b>	<b>49 303</b>
Quote-Part de résultat d'exploitation de sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe	9	18 391	17 432
<b>Résultat d'exploitation après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe</b>		<b>78 178</b>	<b>66 735</b>
Produits financiers	4	8 035	17 872
Charges financières	4	-16 877	-11 856
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>69 336</b>	<b>72 751</b>
Impôts sur les bénéfices	5	-7 910	-13 929
<b>Résultat net</b>		<b>61 425</b>	<b>58 822</b>
Intérêts minoritaires		18 181	15 434
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>43 245</b>	<b>43 388</b>
<i>Résultat par action (en euros) :</i>			
<i>Résultat de base par action</i>	6	0,63	0,62
<i>Résultat dilué par action</i>	6	0,62	0,61

## Etat du résultat global consolidé

en milliers d'euros	Note	2019	2018
<b>Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat</b>		<b>61 426</b>	<b>58 822</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
		377	389
Ecart actuariels des régimes à prestations définies			
		-2 595	-1 101
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>		<b>-2 218</b>	<b>-712</b>
	16		
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>			
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie			
- constatés dans la réserve de couverture			
		-	-
- transférés au compte de résultat			
		-	-
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente			
- constatés dans la réserve de réévaluation			
		-	-
- transférés au compte de résultat			
		-	-
Ecart de conversion			
		7 992	7 430
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat			
		-	120
Ecart de réévaluation			
		-	1 335
Autres éléments du résultat global des sociétés associées			
		-220	-789
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>		<b>7 772</b>	<b>8 096</b>
	16		
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>		<b>5 554</b>	<b>7 384</b>
<b>Résultat global</b>		<b>66 980</b>	<b>66 206</b>
Part du Groupe		47 712	48 806
Intérêts minoritaires		19 268	17 400

L'impact fiscal sur chacun des autres éléments du résultat global est présenté en note 5.

## Bilan consolidé

en milliers d'euros	Note	31.12.2019	31.12.2018
<b>ACTIF</b>			
Immobilisations corporelles	7	29 453	27 667
Actifs liés au droit d'utilisation	26	57 631	
Immobilisations incorporelles	8	117 095	118 944
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	9	187 070	177 150
Actifs Financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	14 a	4 616	3 998
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	11 030	25 791
Autres actifs financiers	10	15 529	9 822
Impôts différés actifs		30 866	25 513
Immuebles de placement	7	2 657	4 279
Trésorerie non disponible	11	27 715	30 400
<b>Total actif non courant</b>		<b>483 662</b>	<b>423 564</b>
Autres actifs courants		14 397	15 533
Instruments financiers dérivés actifs	25	1 331	93
Impôts à recevoir	24	5 842	6 769
Clients et autres créances	12	1 782 171	1 317 633
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	24	27
Actifs financiers évalués au coût amorti	14 b	63 857	5 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	435 964	382 744
<b>Total actif courant</b>		<b>2 303 586</b>	<b>1 727 993</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 787 248</b>	<b>2 151 558</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>			
Capital	16	14 325	15 105
Prime d'émission		12 876	30 767
Actions propres	16	-20 375	-22 253
Ecart de conversion		-20 682	-26 790
Réserves consolidées	16	386 260	368 343
<b>Total des capitaux propres Part du Groupe</b>		<b>372 404</b>	<b>365 172</b>
Intérêts minoritaires	17	121 559	111 671
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>493 963</b>	<b>476 843</b>
Dettes financières	20	333 972	355 667
Obligations locatives	26	50 689	
Autres passifs financiers		-	-
Provisions	21	27 255	30 224
Produits différés		35	6 362
Impôts différés passifs		1 832	1 475
<b>Total passif non courant</b>		<b>413 783</b>	<b>393 728</b>
Dettes financières	20	151 717	49 947
Obligations locatives	26	15 607	
Fournisseurs et autres créanciers	23	1 703 015	1 206 993
Provisions	21	0	9 610
Impôts à payer	24	8 293	12 899
Instruments financiers dérivés passifs	25	106	411
Produits différés		763	1 126
<b>Total passif courant</b>		<b>1 879 501</b>	<b>1 280 987</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>		<b>2 787 248</b>	<b>2 151 558</b>

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

en milliers d'euros	Note	31.12.2019	31.12.2018
<b>Flux de trésorerie résultant des activités opérationnelles</b>			
Résultat avant impôts		69 336	72 751
Amortissements	7, 8	28 387	14 979
Résultat financier net		6 609	-4 525
Quote part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	9	-18 391	-17 432
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		-	-
Augmentation / (diminution) des provisions	21	2 846	9 359
Variation des produits différés		-447	5 550
Dépense relative aux paiement fondés sur des actions	19	1 512	672
Plus / (moins) values sur cessions de sociétés	2	-	-263
Plus / (moins) values sur cessions d'actifs immobilisés	2	-76	13
(Augmentation) / diminution des créances / dettes liées aux activités en principal et de teneurs de comptes		44 940	-39 306
(Augmentation) / diminution du fonds de roulement		-5 412	-33 229
Provisions payées		-19 131	-2 430
Intérêts payés		-11 011	-8 005
Intérêts perçus		1 736	1 319
Impôts payés		-16 795	-12 507
<b>Flux de trésorerie nets résultant des activités opérationnelles</b>		<b>84 102</b>	<b>-13 053</b>
<b>Flux de trésorerie afférents à l'activité d'investissement</b>			
Acquisition d'actifs financiers		-60 317	-10 083
Valeur de vente d'actifs financiers		19 055	11 688
Acquisition de filiales, net de la trésorerie acquise		-1 657	-
Cession de filiales, net de la trésorerie cédée		-	420
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	-8 282	-14 660
Valeur de vente d'immobilisations corporelles		32	53
Acquisition d'immobilisations incorporelles	8	-3 847	-5 175
Valeur de vente d'immobilisations incorporelles		187	-
Acquisition d'immeubles de placement		-	-
Valeur de vente d'immeubles de placement	7	-	-
Dividendes reçus		13 082	8 806
(Augmentation) / diminution de la trésorerie non disponible		3 321	-295
<b>Flux de trésorerie nets provenant de l'activité d'investissement</b>		<b>-38 426</b>	<b>-9 245</b>
<b>Flux de trésorerie afférents à l'activité de financement</b>			
Augmentation des dettes financières à court terme	20	14 550	-
Diminution des dettes financières à court terme	20	-	-
Augmentation des dettes financières à long terme	20	116 256	-
Diminution des dettes financières à long terme	20	-30 150	-15 600
Paiement des obligations locatives		-13 851	-
Variation des autres dettes à long terme		-	-
Augmentation de capital et prime d'émission		-13 678	1 283
Acquisition d'actions propres		1 885	-14 355
Valeur de vente d'actions propres		-	-
Cession de participation dans une filiale		-	-
Acquisition d'intérêts non contrôlants	17	-5 390	-7 808
Dividendes versés aux intérêts minoritaires		-14 743	-9 798
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	18	-17 215	-14 545
<b>Flux de trésorerie nets provenant de l'activité de financement</b>		<b>32 664</b>	<b>-60 823</b>
<b>Impact de la variation des taux de change sur la trésorerie consolidée</b>		<b>6 729</b>	<b>3 961</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalent au début de la période	15	348 397	427 557
Trésorerie et équivalent à la fin de la période	15	433 466	348 397

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er Janvier 2019</b>		<b>75 525 691</b>	<b>15 105</b>	<b>30 767</b>	<b>-22 253</b>	<b>-26 790</b>	<b>368 343</b>	<b>365 172</b>	<b>111 671</b>	<b>476 843</b>
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	43 245	43 245	18 181	61 426
Autres éléments du résultat global	16	-	-	-	-	6 108	-1 641	4 467	1 087	5 554
<b>Résultat global de la période</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 108</b>	<b>41 604</b>	<b>47 712</b>	<b>19 268</b>	<b>66 980</b>
Réduction de capital	16	-3 902 723	-780	17 898	-	-	-	-18 678	-	-18 678
Dividendes versés	18	-	-	-	-	-	-17 215	-17 215	-14 743	-31 958
Variation d'actions propres		-	-	7	1 878	-	-	1 885	-	1 885
Incidence des variations de périmètre		-	-	-	-	-	-5 824	-5 824	4 752	-1 072
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19	-	-	-	-	-	1 519	1 519	530	2 049
Autres variations		-	-	-	-	-	-2 167	-2 167	81	-2 086
<b>Capitaux propres au 31 Décembre 2019</b>		<b>71 622 968</b>	<b>14 325</b>	<b>12 876</b>	<b>-20 375</b>	<b>-20 682</b>	<b>386 260</b>	<b>372 404</b>	<b>121 559</b>	<b>493 963</b>

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er Janvier 2018</b>		<b>77 150 691</b>	<b>15 430</b>	<b>29 559</b>	<b>-18 378</b>	<b>-31 407</b>	<b>355 061</b>	<b>350 265</b>	<b>104 505</b>	<b>454 770</b>
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	43 388	43 388	15 434	58 822
Autres éléments du résultat global	16	-	-	-	-	4 617	801	5 418	1 966	7 384
<b>Résultat global de la période</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 617</b>	<b>44 189</b>	<b>48 806</b>	<b>17 400</b>	<b>66 206</b>
Augmentation de capital	16	375 000	75	1 208	-	-	-	1 283	-	1 283
Dividendes versés	18	-	-	-	-	-	-14 545	-14 545	-9 798	-24 343
Variation d'actions propres		-2 000 000	-	-	-3 875	-	-10 080	-13 955	-	-13 955
Incidence des variations de périmètre		-	-	-	-	-	-6 978	-6 978	-657	-7 635
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19	-	-	-	-	-	525	525	147	672
Autres variations		-	-400	-	0	-	171	-229	74	-155
<b>Capitaux propres au 31 Décembre 2018</b>		<b>75 525 691</b>	<b>15 105</b>	<b>30 767</b>	<b>-22 253</b>	<b>-26 790</b>	<b>368 343</b>	<b>365 172</b>	<b>111 671</b>	<b>476 843</b>

## **Annexes aux comptes consolidés**

### **Informations générales**

VIEL & Cie est une société française anonyme, domiciliée à Paris au 7, Place Vendôme - 75001 Paris.  
VIEL & Cie, société d'investissement, contrôle deux sociétés cotées spécialisées dans l'intermédiation financière, Compagnie Financière Tradition, présente dans 28 pays, active dans le secteur de l'intermédiation professionnelle et Bourse Direct, intervenant dans le domaine de la bourse sur Internet en France, ainsi qu'un pôle de gestion et de banque privée au travers d'une participation mise en équivalence de 40% dans SwissLife Banque Privée.

L'action VIEL & Cie (codes : FR0000050049, VIL) est cotée sur le compartiment B d'Euronext Paris, et est incluse dans l'indice SBF 250.

VIEL & Cie est détenue à hauteur de 60,19 % par Viel et Compagnie-Finance.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés de VIEL & Cie au 31 décembre 2019 par décision du 17 mars 2020.

### **Principes régissant l'établissement des comptes consolidés**

Les comptes consolidés de VIEL & Cie sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle et la devise de présentation de VIEL & Cie. Ils ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certains instruments financiers réévalués à la juste valeur.

Les comptes consolidés de VIEL & Cie sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne, disponibles à l'adresse internet suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

#### *Modification des principes régissant l'établissement des comptes consolidés*

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes annuels consolidés sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2018, à l'exception des normes et amendements applicables à partir de 2019 et homologués par l'Union Européenne et qui ont été sans impact significatif sur les comptes du Groupe lors de leur première application.

<b>Norme</b>	<b>Nom</b>	<b>Entrée en vigueur</b>
IAS 19 (amendements)	- Modification, réduction ou liquidation d'un régime	1 <sup>er</sup> janvier 2019
IAS 28 (amendements)	- Intérêts à long terme dans des entreprises associées et coentreprises	1 <sup>er</sup> janvier 2019
IFRS 9 (amendements)	- Caractéristiques de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative	1 <sup>er</sup> janvier 2019
IFRS 16	- Contrats de location	1 <sup>er</sup> janvier 2019
Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS	- Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS	1 <sup>er</sup> janvier 2019
IFRIC 23	- Incertitude relative aux traitements fiscaux	1 <sup>er</sup> janvier 2019

#### **IFRS 16 – Contrats de location**

L'adoption de la norme IFRS 16 au 1er janvier 2019 a entraîné une augmentation du total de l'actif non courant de 63 millions d'euros et des dettes de 72 millions d'euros avec la reconnaissance au bilan de tous les contrats de location, sans impact sur les capitaux propres du Groupe. Le Groupe a choisi de ne pas retraiter les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Des informations complémentaires sont présentées en note 34.

L'adoption des autres dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

## **Principales estimations et hypothèses comptables**

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période sont les suivantes :

### *Perte de valeur des écarts d'acquisition :*

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition à chaque date de bilan. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des estimations faites par la Direction qui estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 8.

### *Impôts différés actifs :*

Des impôts différés actifs sont enregistrés pour les reports fiscaux déficitaires dans la mesure où il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces reports fiscaux déficitaires pourront être imputés. La Direction estime le montant des actifs d'impôts différés à comptabiliser, sur la base des prévisions de bénéfices imposables futurs. Des informations complémentaires sont données en note 5.

### *Engagements envers le personnel*

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les rendements attendus des actifs des régimes, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 22.

### *Provisions pour litiges*

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Celles-ci ne sont par conséquent pas actualisées car leur valeur actuelle ne représenterait pas une information fiable. Des informations complémentaires sont données en note 21.

## **Principales méthodes comptables**

### **Périmètre de consolidation**

Les comptes consolidés comprennent ceux de VIEL & Cie ainsi que ceux de ses filiales, co-entreprises et sociétés associées (appelées collectivement le « Groupe »).

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de contrôle, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 32.

### **Regroupements d'entreprises**

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des

instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Après la comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition positifs sont évalués au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sur les filiales sont présentés au bilan dans les immobilisations incorporelles en note 8.

Dans le cadre du test de dépréciation effectué annuellement, ces écarts d'acquisition sont alloués à des unités génératrices de trésorerie. Leur valeur d'utilité est appréciée par référence à des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise sont évalués initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

### **Méthodes de consolidation**

#### Filiales

La méthode d'intégration globale est appliquée à toutes les sociétés dans lesquelles VIEL & Cie exerce, directement ou indirectement, le contrôle sur la gestion des affaires. Il y a contrôle lorsque le Groupe est exposé à des rendements variables résultants de sa participation dans la société ou détient des droits sur ces rendements, et s'il peut utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur les rendements. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

#### Coentreprises

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les écarts d'acquisition déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

#### Sociétés associées

Les sociétés associées sur lesquelles VIEL & Cie exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque VIEL & Cie détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif net et le résultat des sociétés associées. Les écarts d'acquisition déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

### **Elimination des opérations réciproques**

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions significatifs intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

## **Traitement des devises étrangères**

Au sein du Groupe, dont l'euro est la monnaie de présentation des comptes, les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des filiales étrangères exprimés en monnaies étrangères, incluant les écarts d'acquisition et les écarts d'évaluation, sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date d'établissement des comptes. Les produits et charges des filiales étrangères exprimés en monnaies étrangères sont convertis en euros aux cours de change moyens de l'année écoulée.

Les différences de change résultant de la variation des cours de change d'un exercice sur l'autre, appliquées à la situation nette des filiales étrangères exprimée en monnaies étrangères, ainsi que la différence entre le cours moyen de l'année écoulée et le cours de clôture appliquée au résultat des filiales, sont directement imputées aux capitaux propres, sous la rubrique « Ecart de conversion ». Lors de la cession d'une filiale étrangère, le montant cumulé de l'écart de conversion relatif à cette dernière est imputé dans les capitaux propres constaté au compte de résultat.

Un tableau des principaux cours de change utilisés au titre des exercices 2019 et 2018 est présenté en note 31.

## **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires est constitué de revenus de courtages et de commissions liés aux opérations d'intermédiation menées par les filiales opérationnelles de VIEL & Cie avec des tiers. Pour les transactions à titre d'agent, le chiffre d'affaires est présenté net des remises et escomptes ainsi que des frais versés aux correspondants et est constaté dès la négociation de l'opération. Dans le cadre des activités en principal où les filiales opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal pour l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers, les revenus de commissions représentent la différence entre le montant de la vente de ces titres et le montant de leur achat et sont constatés en date de livraison.

## **Résultat financier net**

Le résultat financier net comprend les intérêts issus du placement de la trésorerie à court terme, les intérêts payés sur les dettes financières et obligations locatives à court et à long terme, les intérêts liés aux activités de teneur de comptes ainsi que les plus et moins-values sur actifs et passifs financiers. Cette rubrique inclut également les gains et pertes de change sur les actifs et passifs financiers. Les charges et revenus d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

## **Impôt sur les bénéfices**

Cette rubrique comprend l'impôt exigible ainsi que l'impôt différé sur les bénéfices. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés est enregistré dans les capitaux propres consolidés.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres. Des impôts différés sont calculés et comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Les impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

## **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée, soit :

- Agencements et installations : entre 5 et 10 ans,
- Matériel informatique et de téléphonie : entre 2 et 5 ans,
- Autres immobilisations corporelles : entre 3 et 5 ans.

Lorsque des éléments d'une même immobilisation corporelle ont une durée d'utilisation estimée différente, ils sont constatés distinctement dans les immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilisation estimée respective.

Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

## **Immeubles de placement**

Une filiale de VIEL & Cie détient un ensemble de biens immobiliers dans une optique patrimoniale. Ces actifs sont présentés sous la rubrique « Immeubles de placement » dans le bilan consolidé en application de la norme IAS 40 et comptabilisés au coût historique et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité probable (40 ans); cet amortissement est constaté par le biais du compte de résultat.

## **Contrats de location – le Groupe comme preneur**

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, escomptés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal le cas échéant. Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuée de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, d'une dépréciation pour perte de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée sauf si cette durée est indéfinie. Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation estimée est indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

- |  |                     |
|--|---------------------|
| ○ Logiciels :                            | entre 3 et 5 ans    |
| ○ Relation clientèle :                   | durée contractuelle |
| ○ Autres immobilisations incorporelles : | entre 3 et 5 ans    |
| ○ Fonds de commerce :                    | indéfinie           |
| ○ Ecarts d'acquisition :                 | indéfinie           |

### **Pertes de valeur des actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont examinés à chaque date de bilan afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée respectivement à chaque date de bilan qu'il y ait un indice révélant une perte de valeur ou non.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités) et ensuite, aux autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les écarts d'acquisitions, sont revues annuellement et reprises si nécessaire.

### **Actifs financiers**

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la dé-comptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction si elles ne comportent pas une composante de financement importante. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes, le cas échéant.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les clients et autres créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs financiers sont présentés dans l'actif courant à l'exception de ceux qui ont une échéance supérieure à douze mois après la date de clôture du bilan qui sont présentés dans l'actif non courant sous la rubrique « Autres actifs financiers ». Dans l'actif courant, les clients et autres créances comprennent, outre les créances de courtages, les créances liées aux activités de teneur de comptes et les créances liées aux activités en principal. Les dépôts bancaires à court terme qui ont une maturité supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition sont évalués au coût amorti et présenté au bilan dans la rubrique « Actifs financiers évalués au coût amorti ».

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Les autres instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net tout comme les instruments financiers dérivés sauf si l'instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture efficace.

### **Juste valeur**

La juste valeur des actifs financiers qui sont traités sur un marché actif est déterminée par référence au cours acheteur à la date d'évaluation. Si un marché actif n'est pas disponible, la juste valeur est estimée par l'application d'une technique de valorisation appropriée. De telles techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, de la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou les modèles de valorisation des options.

### **Activité de teneur de comptes**

Certaines sociétés du Groupe exercent une activité de teneur de comptes au cours de laquelle elles reçoivent des dépôts de la part de leur clientèle, qu'elles déposent à leur tour auprès d'organismes de compensation afin d'assurer la bonne fin des opérations menées par leur clientèle. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités de courtage en ligne sur opérations de change, certaines sociétés du Groupe reçoivent des dépôts de la part de leurs clients, qu'elles déposent à leur tour auprès de leurs banques compensatrices. Les créances et dettes liées à cette activité sont présentées au bilan à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».

### **Activité en principal**

Certaines sociétés du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont débouclées lorsque les deux opérations de la transaction sont réglées ; le règlement effectué d'une part et la livraison des titres d'autre part (délai technique de règlement – livraison).

Afin de refléter la substance de ces transactions, ces dernières sont constatées à la date de livraison. Les montants à recevoir et à payer aux contreparties découlant des transactions en cours de livraison ayant dépassé

Le délai de livraison prévu sont présentés au bilan en valeur brute à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ». Les montants à recevoir et à payer aux contreparties pour les transactions dont la livraison est prévue dans le cadre normal des affaires sont présentés en note 28.

### **Dépréciation des actifs financiers**

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée suivant le modèle des pertes de crédit attendues. Pour les créances de courtage, la correction de valeur pour pertes est évaluée au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance. La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de correction de valeur.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat, sauf pour les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Dans ce cas, la correction de valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

### **Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise de façon ponctuelle des instruments financiers dérivés principalement pour gérer les risques de change auxquels il est confronté dans le cadre de ses opérations. Ces instruments financiers dérivés consistent principalement en des contrats de change à terme et options sur devises.

Les instruments financiers sont initialement constatés à leur coût d'acquisition. Par la suite, tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, soit la valeur de marché pour les instruments cotés en bourse soit une estimation selon des modèles de valorisation couramment utilisés pour les instruments non cotés. Les variations de juste valeur des instruments financiers sont comptabilisées au compte de résultat.

### **Autres actifs courants**

Les autres actifs courants comprennent principalement les charges payées d'avance imputables au prochain exercice.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie se compose de la caisse et des dépôts bancaires à vue alors que les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts bancaires à court terme et les placements monétaires à court terme dont l'échéance, à partir de la date d'acquisition, est égale ou inférieure à trois mois. Les placements monétaires à court terme sont constitués d'instruments de trésorerie négociables à court terme tels que les titres d'Etat ou des fonds d'investissement monétaires. Ceux-ci sont valorisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes sur ces titres, réalisés et non réalisés, sont comptabilisés directement au compte de résultat. Les découverts bancaires sont présentés avec les dettes bancaires à court terme.

Les découverts bancaires remboursables sur demande sont inclus dans la trésorerie et équivalents de trésorerie dans le cadre du tableau des flux de trésorerie.

### **Capitaux propres**

Toutes les actions émises sont des actions au porteur et sont présentées dans les capitaux propres.

Les actions propres sont enregistrées au bilan à leur valeur d'acquisition et portées en diminution des capitaux propres consolidés. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

### **Passifs financiers**

Les passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur diminuée, dans le cas d'un passif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de ce passif financier. Ils sont ultérieurement évalués coûts amortis, à l'exception notamment des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. L'évaluation ultérieure de ces passifs est effectuée à la juste valeur. C'est le cas des instruments financiers dérivés.

### **Juste valeur**

La juste valeur des passifs financiers qui sont traités sur un marché actif est déterminée par référence au cours vendeur à la date d'évaluation. Si un marché actif n'est pas disponible, la juste valeur est estimée par l'application d'une technique de valorisation appropriée. De telles techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, de la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou les modèles de valorisation des options.

### **Provisions**

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

### **Produits différés**

Les produits différés comprennent les produits encaissés d'avance afférents aux prochains exercices.

### **Engagements envers le personnel**

Selon les pays où le Groupe est implanté et en fonction des réglementations en vigueur localement en matière de prestations de retraite, il a été mis en place des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies donnent lieu à des versements par les employés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite. Les versements par des sociétés du Groupe sont constatés dans le compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont exigibles.

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année, en valeur actuarielle, par des experts indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon le pays dans lequel le régime est situé.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications des hypothèses à long terme (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, etc.) et de la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes. Ceux-ci sont enregistrés intégralement dans les autres éléments du résultat global.

La charge des prestations comptabilisée au compte de résultat comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les intérêts nets sur les engagements nets des régimes à prestations définies.

Les autres engagements de retraites, tels que les indemnités de départs, font également l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées et sont intégralement provisionnés.

### **Paievements fondés sur des actions**

Des options de souscription d'actions sont octroyées aux membres de la Direction Générale ainsi qu'à des collaborateurs du Groupe, leur conférant ainsi le droit de recevoir des actions au terme de la période d'acquisition des droits. L'octroi et les conditions de participation des collaborateurs sont définis par le Conseil d'administration. Lors de l'exercice de leurs options de souscriptions, de nouvelles actions sont créées par l'utilisation du capital conditionnel (cf. note 19).

La juste valeur des options de souscription consenties est reconnue en tant que charge de personnel avec, en contrepartie, une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution des options de souscription et amortie sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur des options de souscriptions octroyées est déterminée par un expert indépendant en recourant au modèle de valorisation binomial et en prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

A chaque date de clôture, le Groupe révisé ses estimations du nombre d'options sur actions qui seront exercées dans un futur proche. L'impact de cette révision est comptabilisé au compte de résultat avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de la réserve pour options de souscription d'actions au compte de prime d'émission.

### **Actifs et passifs éventuels**

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

### **Événements postérieurs à la date de clôture**

Les événements postérieurs à la date de clôture sont les événements qui se produisent entre la date de clôture et la date d'approbation des comptes consolidés.

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée afin de refléter les événements postérieurs à la date de clôture qui contribuent à confirmer des situations qui existaient à la date de clôture. Les événements postérieurs à la date de clôture qui indiquent des situations apparues postérieurement à la date de clôture sont présentés en note aux comptes consolidés lorsque significatifs.

### **Nouvelles normes et interprétations**

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2019 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2019.

*Normes, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne*

<b>Norme</b>	<b>Nom</b>	<b>Entrée en vigueur</b>
IAS 1 et IAS 8 (amendements)	- Définition de signification	1 <sup>er</sup> janvier 2020
Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS	- Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS	1 <sup>er</sup> janvier 2019

*Normes, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union Européenne*

<b>Norme</b>	<b>Nom</b>	<b>Entrée en vigueur</b>
Cadre conceptuel (amendements)	- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS	1 <sup>er</sup> janvier 2020
IFRS 3 (amendements)	- Définition d'une entreprise	1 <sup>er</sup> janvier 2020
IFRS 17	- Contrats d'assurance	1 <sup>er</sup> janvier 2021

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

## Notes aux comptes consolidés

### 1. Information sectorielle

La structure d'organisation interne et de gestion de VIEL & Cie, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction générale et du Conseil d'administration, sont fondés sur une approche métier en premier lieu, déclinée pour chaque pôle d'activité du Groupe.

Les trois segments d'activité retenus par VIEL & Cie pour son information de gestion, qui présentent des profils de risques et de rentabilité globalement homogènes, sont l'intermédiation professionnelle autour de la participation dans Compagnie Financière Tradition, la bourse en ligne avec Bourse Direct, et la banque privée au travers de SwissLife Banque Privée.

Au niveau secondaire, les activités du Groupe sont regroupées par zones géographiques : l'Europe Moyen Orient et Afrique, les Amériques et la zone Asie-Pacifique. Les activités menées par le Groupe en Afrique et en Amérique latine ont été regroupées respectivement au sein des zones Europe et Etats-Unis, dans la mesure où elles sont supervisées opérationnellement par les responsables de ces zones et ne représentent pas, individuellement, un poids significatif (moins de 2 % des revenus du Groupe).

L'approche géographique retenue repose sur la localisation des bureaux, et ainsi des équipes opérationnelles, et non sur la localisation géographique des clients, la rentabilité d'une activité d'intermédiation étant fondée avant tout sur les caractéristiques d'un marché local, notamment en termes de pression concurrentielle ou de niveau des rémunérations et autres dépenses opérationnelles. La répartition des revenus consolidés par destination - localisation géographique de ses clients- n'est toutefois pas sensiblement différente de la répartition par implantation géographique.

Les actifs sectoriels ne sont pas inclus dans les rapports de gestion à l'attention de la Direction générale mais sont néanmoins présentés ci-dessous.

Les produits, charges d'exploitation et actifs sectoriels sont alloués intégralement aux pôles sectoriels, à l'exception de quelques éléments de résultat ou d'actifs et de passifs afférents exclusivement au fonctionnement des sociétés « holdings » du Groupe et présentés distinctement à titre d'éléments non alloués. Par ailleurs, certains éléments considérés comme exceptionnels tels que des plus ou moins-values sur cession de filiales ou sociétés associées, des amortissements d'immobilisations incorporelles ou charges de restructuration sont exclus du résultat d'exploitation sectoriel.

Les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués aux comptes consolidés.

#### Informations par secteur d'activité

en milliers d'euros	Intermédiation	Bourse en	Banque	Immobilier et		Contribution	
En 2019	professionnelle	ligne	Privée	autres activités	Total	des holdings	Total
Chiffre d'affaires	830 424	31 370			861 794	-	861 794
Charges d'exploitation (1)	-771 545	-29 660	-	-197	-801 402	-	-801 402
Résultat d'exploitation sectoriel	58 878	1 710	-	-197	60 392	-	60 392
Produits/ Charges non alloués (2)	-	-	-	-	-	-605	-605
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>58 878</b>	<b>1 710</b>	<b>-</b>	<b>-197</b>	<b>60 392</b>	<b>-605</b>	<b>59 787</b>
Résultat des participations mise en équivalence	15 767		2 794		18 561	-170	18 391
Résultat financier	-9 913	317		-85	-9 681	838	-8 843
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>64 732</b>	<b>2 027</b>	<b>2 794</b>	<b>-281</b>	<b>69 272</b>	<b>64</b>	<b>69 336</b>
Impôts sur les bénéfices	-7 259	-651			-7 910	0	-7 910
<b>Résultat net</b>	<b>57 473</b>	<b>1 376</b>	<b>2 794</b>	<b>-281</b>	<b>61 362</b>	<b>64</b>	<b>61 426</b>

(1) Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements

(2) Produits/Charges nets afférents aux holdings du Groupe

en milliers d'euros	Intermédiation	Bourse en	Banque	Immobilier et			
En 2018	professionnelle	ligne	Privée	autres activités	Total	Contribution	Total
						des holdings	
Chiffre d'affaires	765 061	33 409			798 470	-	798 470
Charges d'exploitation (1)	-714 964	-30 124	-	-30	-745 118	-	-745 118
Résultat d'exploitation sectoriel	50 097	3 285	-	-30	53 351	-	53 351
Produits/ Charges non alloués (2)	-	-	-	-	-	-4 048	-4 048
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>50 097</b>	<b>3 285</b>	<b>-</b>	<b>-30</b>	<b>53 351</b>	<b>-4 048</b>	<b>49 303</b>
Résultat des participations mise en équivalence	15 148	-	2 503	-	17 650	-218	17 432
Résultat financier	-4 408	-444		-56	-4 908	10 924	6 016
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>60 836</b>	<b>2 841</b>	<b>2 503</b>	<b>-86</b>	<b>66 094</b>	<b>6 658</b>	<b>72 751</b>
Impôts sur les bénéfices	-13 252	-549			-13 801	-128	-13 929
<b>Résultat net</b>	<b>47 584</b>	<b>2 292</b>	<b>2 503</b>	<b>-86</b>	<b>52 293</b>	<b>6 530</b>	<b>58 822</b>

1) Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements

(2) Produits/Charges nets afférents aux holdings du Groupe

### Actifs sectoriels

Les actifs sectoriels se répartissent de la sorte :

en milliers d'euros	Intermédiation	Bourse en	Banque	Immobilier et			
En 2019	professionnelle	ligne	Privée	autres activités	Total	Contribution	Total
						des holdings	
Actifs sectoriels	1 440 188	1 058 063	-	2 827	2 501 078		2 501 078
Participations dans sociétés associées	138 160		47 654		185 814	1 257	187 071
Actifs non alloués (3)					-	99 099	99 099
<b>Total Actif</b>	<b>1 578 348</b>	<b>1 058 063</b>	<b>47 654</b>	<b>2 827</b>	<b>2 686 892</b>	<b>100 356</b>	<b>2 787 249</b>

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

en milliers d'euros	Intermédiation	Bourse en	Banque	Immobilier et			
En 2018	professionnelle	ligne	Privée	autres activités	Total	Contribution	Total
						des holdings	
Actifs sectoriels	1 001 917	840 136	-	4 502	1 846 555	-	1 846 555
Participations dans sociétés associées	130 547		45 672	-	176 219	931	177 150
Actifs non alloués (3)	-	-	-	-	-	127 853	127 853
<b>Total Actif</b>	<b>1 132 464</b>	<b>840 136</b>	<b>45 672</b>	<b>4 502</b>	<b>2 022 774</b>	<b>128 784</b>	<b>2 151 558</b>

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

### Informations par secteur géographique

En 2019	Activités poursuivies			Total
	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amérique	Asie-Pacifique	
<i>en milliers d'euros</i>				
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>395 887</b>	<b>253 631</b>	<b>212 276</b>	<b>861 794</b>
Actifs non courants	140 113	47 674	16 392	204 178

En 2018	Activités poursuivies			Total
	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amérique	Asie-Pacifique	
<i>en milliers d'euros</i>				
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>370 054</b>	<b>236 337</b>	<b>192 079</b>	<b>798 470</b>
Actifs non courants	117 631	21 151	7 830	146 611

La zone Europe est principalement constituée des activités du Groupe à Londres. Aux Etats-Unis, les activités sont essentiellement développées à partir de New York et en Asie à partir de Tokyo.

Les actifs non courants comprennent uniquement les immobilisations corporelles et incorporelles.

Information concernant les clients importants :

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires pour les exercices 2018 et 2019.

## 2. Autres produits d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2019	2018
Plus- / (moins-)values sur cession d'actifs immobilisés	76	-13
Autres produits d'exploitation	2 784	3 114
<b>TOTAL</b>	<b>2 861</b>	<b>3 101</b>

## 3. Autres charges d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2019	2018
Charges de télécommunication et d'information financière	55 308	50 366
Charges de voyages et de représentation	30 259	26 720
Honoraires professionnels	30 377	25 571
Charges locatives et de maintenance	8 000	24 294
Autres charges d'exploitation	43 492	52 801
<b>TOTAL</b>	<b>167 436</b>	<b>179 752</b>

#### 4. Résultat financier net

Cette rubrique se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2019	2018
Produits d'intérêts	2 669	2 097
Produits des titres de participation	17	1 228
Plus-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	1 512	6 278
Plus-values sur cession de titres de participation	1 246	5 080
Gains de change	2 561	3 130
Variation de la juste valeur des actifs disponibles à la vente transférée des capitaux propres	-	-
Autres produits financiers	30	59
<b>Produits financiers</b>	<b>8 035</b>	<b>17 872</b>
Charges d'intérêts	-9 463	-8 223
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	-146	-1 122
Pertes de change	-3 451	-2 016
Charges financières sur contrats location financement	-2 652	-
Autres charges financières	-1 165	-495
<b>Charges financières</b>	<b>-16 877</b>	<b>-11 856</b>
<b>Résultat financier net</b>	<b>-8 843</b>	<b>6 016</b>

#### 5. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

en milliers d'euros	2019	2018
Charge d'impôts courants	13 194	17 080
Charges / (Produits) d'impôts différés	-5 284	-3 151
<b>Impôts sur le bénéfice</b>	<b>7 910</b>	<b>13 929</b>

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de VIEL & Cie peut s'analyser comme suit :

	2019		2018	
	%	En milliers d'euros	%	En milliers d'euros
Résultat avant impôts		69 336		72 751
Ajustement de la quote-part des sociétés associées et coentreprises		-18 391		-17 432
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises		50 945		55 319
<b>Taux d'imposition normatif</b>	<b>17,99%</b>	<b>9 168</b>	<b>18,39%</b>	<b>10 172</b>
<b>Effet fiscal des éléments suivants :</b>				
Consommation de reports déficitaires non valorisés	-0,97%	-539	-0,63%	-348
Déficits de l'exercice non valorisés	2,86%	1 582	3,04%	1 683
Charge d'impôt des minoritaires pour les sociétés fiscalement transparentes et intégrées globalement	-1,34%	-742	-1,17%	-645
Effet fiscal des produits non imposables	-5,49%	-3 035	-0,07%	-39
Effet fiscal des charges non déductibles	10,17%	5 624	5,57%	3 082
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment	-11,43%	- 6 321	0,00%	-
Variation du taux d'impôt	0,01%	8	0,04%	21
Impôts concernant les exercices antérieurs	0,25%	139	1,81%	999
Divers	3,67%	2 028	-1,80%	-996
<b>Taux d'imposition effectif du Groupe</b>	<b>15,53%</b>	<b>7 911</b>	<b>25,18%</b>	<b>13 929</b>

La rubrique « Charges non déductibles » comprend essentiellement des frais de représentation considérés comme non déductibles fiscalement dans certains pays.

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif de VIEL & Cie est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur dans les différentes juridictions fiscales où ses filiales sont présentes. Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

en milliers d'euros	2019	2018
Ecart actuariels des régimes à prestations définies	-206	-98
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Actifs financiers disponible à la vente	154	-56
Autres	-	6
<b>Total charges / (produits) d'impôts différés</b>	<b>-52</b>	<b>-148</b>

Des impôts ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres comme suit :

en milliers d'euros	2019	2018
Impôts courants relatifs à l'exercice d'options de souscriptions d'actions	-550	-2 149
Impôts différés relatifs à l'octroi d'options de souscriptions d'actions	1 047	1 902
<b>Total charges / (produits) d'impôts</b>	<b>497</b>	<b>-248</b>

Les impôts différés ont évolué comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2018	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Ecarts de conversion	31.12.2019
<b>Impôts différés actifs</b>							
Immobilisations corporelles	1 489	11	-	-	-	70	1 570
Immobilisations incorporelles	858	244	-	-	-	12	1 114
Provisions et charges à payer	14 627	-1 967	211	-1 047	-	462	12 286
Reports fiscaux déficitaires	10 525	4 066	-	-	-	25	14 616
Autres	7 067	1 165	-	-	-	95	8 327
<b>Total</b>	<b>34 566</b>	<b>3 519</b>	<b>211</b>	<b>-1 047</b>	<b>-</b>	<b>664</b>	<b>37 913</b>
<b>Impôts différés passifs</b>							
Immobilisations corporelles	783	173	-	-	-	-323	633
Immobilisations incorporelles	3 998	2 386	-	-	-	-4 622	1 762
Autres	5 747	-662	-158	-	-	1 556	6 484
<b>Total</b>	<b>10 528</b>	<b>1 898</b>	<b>-158</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-3 389</b>	<b>8 879</b>
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>24 038</b>	<b>1 621</b>	<b>369</b>	<b>-1 047</b>	<b>-</b>	<b>4 053</b>	<b>29 034</b>
Présenté au bilan comme suit :							
Impôts différés actifs	25 513						30 866
Impôts différés passifs	1 475						1 832
Net	24 038						29 034

En milliers d'euros	31.12.2017	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Ecarts de conversion	31.12.2018
<b>Impôts différés actifs</b>							
Immobilisations corporelles	1 520	-40	-	-	-	9	1 489
Immobilisations incorporelles	1 110	300	-	-	-	-552	858
Provisions et charges à payer	13 447	2 278	100	-1 902	-	703	14 627
Reports fiscaux déficitaires	9 200	1 098	-	-	-	227	10 525
Autres	4 711	2 141	-	-	-	215	7 067
<b>Total</b>	<b>29 988</b>	<b>5 777</b>	<b>100</b>	<b>-1 902</b>	<b>-</b>	<b>602</b>	<b>34 566</b>
<b>Impôts différés passifs</b>							
Immobilisations corporelles	559	204	-	-	-	20	783
Immobilisations incorporelles	2 980	883	-	-	-	135	3 998
Autres	4 591	446	-58	-	-	767	5 747
<b>Total</b>	<b>8 130</b>	<b>1 533</b>	<b>-58</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>922</b>	<b>10 528</b>
<b>Total impôts différés nets</b>	<b>21 858</b>	<b>4 243</b>	<b>158</b>	<b>-1 902</b>	<b>-</b>	<b>-320</b>	<b>24 038</b>
Présenté au bilan comme suit :							
Impôts différés actifs	23 081						25 513
Impôts différés passifs	1 223						1 475
Net	21 858						24 038

Au 31 décembre 2019, les impôts différés actifs non enregistrés s'élèvent à € 21 084 000 (2018 : € 29 541 000) et sont relatifs à des reports fiscaux déficitaires qui n'ont pas été activés en raison de l'historique de pertes récentes des sociétés concernées. En 2019, un actif d'impôt différé de € 6 687 000 a été constaté en relation avec des pertes fiscales d'une filiale aux Etats-Unis suite à la mise en place d'une stratégie fiscale permettant d'utiliser ces pertes à l'encontre de bénéfices futurs.

Les pertes fiscales pour lesquelles aucun impôt différé actif n'est comptabilisé expirent comme suit :

En milliers d'euros	2019	2018
A moins d'un an		
Entre un et cinq ans	4 932	5 245
Supérieur à cinq ans	5 078	27 026
Durée illimitée	44 082	44 999
<b>Total</b>	<b>54 092</b>	<b>77 270</b>

Les pertes fiscales à durée illimitée incluent un montant de € 2 679 000 (2018 : € 2 671 000) qui peut être utilisé uniquement à l'encontre de gains en capitaux.

## 6. Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de VIEL & Cie sont détaillés ci-après :

Résultat de base	2019	2018
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	43 245	43 388
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	74 488 529	77 026 033
Nombre moyen d'actions autodétenues	5 539 581	6 788 468
<b>Résultat de base par action (en euro)</b>	<b>0,63</b>	<b>0,62</b>
Résultat dilué	2019	2018
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	43 245	43 388
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	74 488 529	77 026 033
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions et des attributions gratuites d'actions	578 000	579 027
Nombre moyen d'actions autodétenues	5 539 581	6 788 468
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action	69 526 948	70 816 593
<b>Résultat dilué par action (en euro)</b>	<b>0,62</b>	<b>0,61</b>

## 7. Immobilisations corporelles et immeubles de placement

### Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2019 en milliers d'euros	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	-	47 194	54 200	2 786	104 180
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Acquisitions de l'exercice	-	4 153	3 674	455	8 282
Cessions – mises au rebut	-	-1 740	-1 181	-187	-3 108
Reclassement	-	220	-	220	-
Ecart de conversion	-	1 605	1 650	69	3 324
<b>Valeur brute au 31 décembre 2019</b>	-	<b>51 432</b>	<b>58 344</b>	<b>2 903</b>	<b>112 679</b>
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	-	-30 701	-44 962	-850	-76 513
Variation de périmètre	-	-	-	-	0
Amortissements de l'exercice	-	-3 312	-3 826	-9	-7 146
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	0	-
Cessions – mises au rebut	-	1 734	1 180	187	3 101
Reclassement	-	0	0	-	-
Ecart de conversion	-	-1 226	-1 417	-24	-2 667
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2019</b>	-	<b>-33 505</b>	<b>-49 025</b>	<b>-696</b>	<b>-83 226</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2019</b>	-	<b>17 927</b>	<b>9 319</b>	<b>2 207</b>	<b>29 453</b>

<b>Au 31 décembre 2018</b> en milliers d'euros	<b>Terrains et construction</b>	<b>Agencements et installations</b>	<b>Informatique et téléphonie</b>	<b>Autres immos corporelles</b>	<b>Total</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	-	<b>36 544</b>	<b>50 452</b>	<b>2 669</b>	<b>89 665</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Acquisitions de l'exercice	-	9 922	4 565	173	14 660
Cessions – mises au rebut	-	-82	-1 530	-113	-1 725
Reclassement	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	810	713	57	1 580
<b>Valeur brute au 31 décembre 2018</b>	-	<b>47 194</b>	<b>54 200</b>	<b>2 786</b>	<b>104 180</b>
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	-	<b>-27 461</b>	<b>-41 853</b>	<b>-908</b>	<b>-70 222</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	0
Amortissements de l'exercice	-	-2 911	-4 045	-9	-6 965
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	82	1 502	81	1 665
Reclassement	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-411	-566	-14	-991
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2018</b>	-	<b>-30 701</b>	<b>-44 962</b>	<b>-850</b>	<b>-76 513</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2018</b>	-	<b>16 493</b>	<b>9 238</b>	<b>1 936</b>	<b>27 667</b>

#### Immeubles de placement

Une filiale de VIEL & Cie détient un ensemble de biens immobiliers pour un investissement initial total de € 6 289 000.

Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la norme IAS 40, et ont connu les variations suivantes au cours de l'exercice 2019 :

	<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>4 279</b>
Acquisitions	-	-
Cessions	-	-
Amortissements	-142	-
Reclassements	-	-
Réévaluations d'immobilisation	-1 568	-
Ecart de conversion	88	-
	<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>2 658</b>

Au 31 décembre 2019, l'amortissement cumulé de ces actifs est de € 1 215 000.

Les produits locatifs perçus en 2019 s'élèvent à € 63 000 contre € 223 000 de charges opérationnelles directes.

## 8. Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2019 en milliers d'euros	Fonds de commerce	Logiciels	Ecart d'acquisition	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>14 037</b>	<b>90 202</b>	<b>80 635</b>	<b>56 704</b>	<b>4 348</b>	<b>245 926</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de l'exercice	5	3 212	-	-	631	3 847
Cessions - mises au rebut	-	-3 459	-	-	-160	-3 620
Reclassement	-	0	-	-	-	-
Ecart de conversion	49	2 415	580	1 184	45	4 274
<b>Valeur brute au 31 décembre 2019</b>	<b>14 091</b>	<b>92 369</b>	<b>81 215</b>	<b>57 888</b>	<b>4 864</b>	<b>250 427</b>
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>-176</b>	<b>-66 992</b>	<b>-863</b>	<b>-56 704</b>	<b>-2 245</b>	<b>-126 981</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Amortissements de l'exercice	-	6 808	-	-	-36	-6 844
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut	-	3 459	-	-	24	3 483
Reclassement	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-3	-1 727	-35	-1 184	-41	-2 990
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2019</b>	<b>-179</b>	<b>-72 067</b>	<b>-898</b>	<b>-57 888</b>	<b>-2 298</b>	<b>-133 331</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2019</b>	<b>13 912</b>	<b>20 301</b>	<b>80 317</b>	<b>0</b>	<b>2 566</b>	<b>117 095</b>
<b>Au 31 décembre 2018</b> en milliers d'euros	<b>Fonds de commerce</b>	<b>Logiciels</b>	<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>Relation clientèle</b>	<b>Autres immos incorporelles</b>	<b>Total</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>13 961</b>	<b>83 633</b>	<b>80 066</b>	<b>54 274</b>	<b>3 966</b>	<b>235 900</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de l'exercice	-	4 901	-	-	274	5 175
Cessions - mises au rebut	-	-36	-	-	-6	-42
Reclassement	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	76	1 704	569	2 430	114	4 893
<b>Valeur brute au 31 décembre 2018</b>	<b>14 037</b>	<b>90 202</b>	<b>80 635</b>	<b>56 704</b>	<b>4 348</b>	<b>245 926</b>
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>-169</b>	<b>-57 903</b>	<b>-831</b>	<b>-54 274</b>	<b>-2 172</b>	<b>-115 349</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Amortissements de l'exercice	-	-7 892	-	-	11	-7 881
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Cessions - mises au rebut	-	36	-	-	-	36
Reclassement	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-7	-1 233	-32	-2 430	-84	-3 786
<b>Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2018</b>	<b>-176</b>	<b>-66 992</b>	<b>-863</b>	<b>-56 704</b>	<b>-2 245</b>	<b>-126 981</b>
<b>Valeur nette au 31 décembre 2018</b>	<b>13 861</b>	<b>23 210</b>	<b>79 772</b>	<b>0</b>	<b>2 103</b>	<b>118 944</b>

Les écarts d'acquisition se présentent comme suit au 31 décembre 2019 :

en milliers d'euros	31.12.2019			31.12.2018		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Bourse Direct	31 489	-	31 489	31 489	-	31 489
Carax	3 864	-	3 864	3 864	-	3 864
Compagnie Financière Tradition	25 968	-	25 968	25 968	-	25 968
TFS	13 872	-	13 872	13 361	-	13 361
E-VIEL	3 833	-	3 833	3 833	-	3 833
Autres	2 187	-896	1 291	2 120	-863	1 257
<b>Total inclus dans les immobilisations incorporelles</b>	<b>81 214</b>	<b>-896</b>	<b>80 317</b>	<b>80 635</b>	<b>-863</b>	<b>79 772</b>
<b>Total inclus dans les participations dans les sociétés associées et coentreprises (cf. note 9)</b>	<b>26 292</b>	<b>-</b>	<b>26 292</b>	<b>25 466</b>	<b>-</b>	<b>25 466</b>
<b>Total des écarts d'acquisition</b>	<b>107 506</b>	<b>-896</b>	<b>106 609</b>	<b>106 101</b>	<b>-863</b>	<b>105 238</b>

### Tests de dépréciation

Les unités génératrices de trésorerie (UGT) sont définies par l'ensemble des activités des entités ayant généré ces écarts d'acquisition. Les écarts d'acquisition constatés au bilan de VIEL & Cie ont fait l'objet de tests de dépréciation. La valeur recouvrable est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces écarts d'acquisition. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 5 ans, le flux de trésorerie normatif est actualisé afin de déterminer la valeur de l'activité sous-jacente par rapport aux écarts d'acquisition constatés. Des taux d'actualisation de 6,2 % à 9,1 % (2018 : 5,4 % à 9,8 %) ont été retenus dans le cadre de ces évaluations afin de refléter le risque présent sur chacun des marchés. Ces taux incluent également une prime de risque complémentaire en raison de la sensibilité de cette hypothèse dans l'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Par ailleurs, des taux de croissance de 0,0 % à 2,0 % (2018 : 0,0 % à 2,0 %) ont été utilisés pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les prévisions d'exploitation sur la base de l'expérience passée et en fonction du marché dans lequel ces sociétés sont présentes.

Les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs des principales unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

en %	Taux d'actualisation		Taux de croissance	
	2019	2018	2019	2018
<b>Pôle Intermédiation professionnelle</b>				
Compagnie Financière Tradition et TFS	6,20%	5,40%	1,00%	1,00%
Autres	6,2% - 9,1 %	5,5% - 9,8 %	0,00 % à 1,00 %	0,00 % à 1,00 %
<b>Pôle Bourse en ligne</b>				
Bourse Direct	9,18%	9,69%	2,00%	2,00%
E-VIEL	9,18%	9,69%	2,00%	2,00%

Les évaluations obtenues par l'utilisation de cette méthode sont supérieures aux valeurs comptables et par conséquent aucune perte de valeur n'a été constatée sur les écarts d'acquisition en 2019 et 2018.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de ces deux hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

Pour le pôle de bourse en ligne, cette méthode comprend également d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, le taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés varie entre 1 % et 5 % selon l'échéance. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de ces dernières hypothèses est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

## 9. Participations dans les sociétés associées et co-entreprises

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et co-entreprises détenue par VIEL & Cie ou ses filiales opérationnelles, consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Le détail des sociétés consolidées selon cette méthode est présenté en note 32.

La variation des participations dans les sociétés associées et les co-entreprises se présente comme suit :

en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
<b>Au 1er janvier 2019</b>	<b>66'011</b>	<b>111'141</b>	<b>177'150</b>
Résultat net de la période	7'510	10'881	18'391
Dividendes distribués	-3'353	-9'713	-13'066
Acquisitions	1'400	206	1'606
Cessions	-	-	-
Autres éléments du résultat global	-220	-	-220
Variations de périmètre	-	-	-
Ecart de conversion	305	2'904	3'209
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>71'653</b>	<b>115'421</b>	<b>187'070</b>

en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
<b>Au 1er janvier 2018</b>	<b>64 769</b>	<b>97 095</b>	<b>161 865</b>
Résultat net de la période	5 583	11 851	17 432
Dividendes distribués	-3 843	-3 735	-7 578
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-522	-522
Autres éléments du résultat global	-789	-	-789
Variations de périmètre	-	158	158
Ecart de conversion	291	6 293	6 584
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>66 011</b>	<b>111 141</b>	<b>177 150</b>

### Sociétés associées

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

**Au 31 décembre 2019 :**

	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque privée	Autres sociétés associées	Total
En milliers d'euros					
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	15 885	4 277	32 382		
Actif courant	40 784	49 764	2 553 095		
Passif non courant	1 865	1 282	2 674		
Passif courant	20 845	20 006	2 473 344		
<b>Actif net</b>	<b>33 960</b>	<b>32 753</b>	<b>109 459</b>		
Quote-part du groupe dans :					
- dans l'actif net	11 003	10 808	47 217	960	
- Ecarts d'acquisition	-	-	437	1 239	
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b>	<b>11 003</b>	<b>10 808</b>	<b>47 654</b>	<b>2 199</b>	<b>71 664</b>
Chiffre d'affaires	26 382	49 997	52 301		
Résultat net de l'exercice	73	16 309	6 986	-1 193	
Autres éléments du résultat global	-679	-	-		
<b>Résultat global de l'exercice</b>	<b>-606</b>	<b>16 309</b>	<b>6 986</b>	<b>-1 193</b>	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	23	5 382	2 794	-690	<b>7 510</b>
- les autres éléments du résultat global	-220	-	-	-	<b>-220</b>
<b>-le résultat global</b>	<b>-197</b>	<b>5 382</b>	<b>2 794</b>	<b>-690</b>	<b>7 290</b>
Dividendes versés au Groupe	-	-2 541	-812	-	<b>-3 353</b>

**Au 31 décembre 2018 :**

	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque privée	Autres sociétés associées	Total
En milliers d'euros					
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	17 132	1 976	35 847		
Actif courant	44 583	39 791	1 382 322		
Passif non courant	2 254	128	1 789		
Passif courant	25 941	17 513	1 311 876		
Actif net	33 520	24 127	104 504		
Quote-part du groupe dans :					
- dans l'actif net	10 861	7 962	45 235	290	
- Ecarts d'acquisition	-	-	437	1 226	
Valeur comptable au 31 décembre	10 861	7 962	45 672	1 516	<b>66 011</b>
Chiffre d'affaires	24 916	43 034	51 455		
Résultat net de l'exercice	-3 984	13 480	6 257	-1 110	
Autres éléments du résultat global	-2 435	-	-		
Résultat global de l'exercice	-6 419	13 480	6 257	-1 110	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	-1 116	4 448	2 503	-254	<b>5 582</b>
- les autres éléments du résultat global	-789	-	-	-	<b>-789</b>
-le résultat global	-2 080	4 448	2 503	-254	<b>4 617</b>
Dividendes versés au Groupe	-	2 164	1 680	-	<b>3 844</b>

Coentreprises

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec des partenaires concernent essentiellement l'activité sur les options de change réalisée conjointement avec ICAP et Volbroker ainsi que l'activité de change auprès d'une clientèle de particuliers au Japon menée par l'intermédiaire de Gaitame.com Co., Ltd. Le contrôle conjoint est exercé sur cette société en vertu d'un pacte d'actionnaires. Par ailleurs, l'activité sur les options de change est réalisée principalement depuis Londres, New York et Singapour au travers de plusieurs sociétés qui ont été regroupées sous « Tradition-ICAP » dans le tableau ci-dessous et qui intègrent entre 25,0 % et 55,0 % des actifs et du résultat net de cette activité. Le Groupe détient un intérêt de 27,5 % dans les sociétés opérationnelles de Londres et New York par le biais de sociétés holding dans lesquelles le Groupe détient 55% du capital-actions mais exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel avec le partenaire.

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales coentreprises se présentent comme suit :

<b>Au 31 Décembre 2019</b>				
en milliers d'€	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP	Autres sociétés	Total
<b>Lieu d'activité</b>	<b>Tokyo</b>	<b>Londres, New York, Singapour</b>		
<b>Pourcentage de détention</b>	<b>49,99%</b>	<b>25,0% - 55%</b>		
Actif non courant	37 809	594		
Actif courant	913 639	43 488		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>112 497</i>	<i>26 759</i>		
Passif non courant	1 148	2 692		
Dont dettes financières	787	156		
Passif courant	797 964	18 327		
Dont dettes financières	549	113		
Actif net	152 336	23 063		
<b>Quote-part du groupe dans :</b>				
- dans l'actif net	75 711	9 131	5 964	
- Ecart d'acquisition	15 674	-	8 942	
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b>	<b>91 386</b>	<b>9 131</b>	<b>14 906</b>	<b>115 423</b>
Chiffres d'affaires	66 045	57 593		
Amortissements	-3 372	-54		
Produits d'intérêts	12	4		
Charges d'intérêts	-18	-3		
Impôts sur le bénéfice	-8 797	-635		
Résultats net/global de l'exercice	20 114	2 530		
<b>Quote-part du Groupe dans :</b>				
- le résultat net/global	10 055	315	511	10 881
<b>Dividendes versés au Groupe</b>	<b>7 802</b>	<b>1 557</b>	<b>354</b>	<b>9 713</b>

Au 31 décembre 2019, les écarts d'acquisition totaux inclus dans la valeur comptable des coentreprises s'élèvent à € 24 616 000 (2018 : € 23 803 000).

Des enquêtes sont actuellement menées par les autorités et régulateur en relation avec une coentreprise dans laquelle le Groupe détient une participation minoritaire. Une provision a été enregistrée par cette société afin de couvrir un éventuel impact financier au 31 décembre 2019. L'impact net de cette provision sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère est non significatif.

<b>Au 31 Décembre 2018</b>				
en milliers d'€	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP	Autres sociétés	Total
<b>Lieu d'activité</b>	<b>Tokyo</b>	<b>Londres, New York, Singapour</b>		
<b>Pourcentage de détention</b>	<b>49,99%</b>	<b>25,0% - 55%</b>		
Actif non courant	37 055	494		
Actif courant	885 123	35 318		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>109 331</i>	<i>18 448</i>		
Passif non courant	1 621	-		
Dont dettes financières	1 270	-		
Passif courant	776 274	12 439		
Dont dettes financières	517	-		
Actif net	144 283	23 374		
<b>Quote-part du groupe dans :</b>				
- dans l'actif net	71 698	10 042	5 598	
- Ecart d'acquisition	15 187	-	8 616	
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b>	<b>86 885</b>	<b>10 042</b>	<b>14 214</b>	<b>111 141</b>
Chiffres d'affaires	63 444	56 761		
Amortissements	-3 139	-35		
Produits d'intérêts	11	-		
Charges d'intérêts	-32	-18		
Impôts sur le bénéfice	-7 984	-578		
Résultats net/global de l'exercice	18 442	6 158		
<b>Quote-part du Groupe dans :</b>				
- le résultat net/global	9 219	2 037	594	11 851
<b>Dividendes versés au Groupe</b>	<b>2 288</b>	<b>681</b>	<b>766</b>	<b>3 735</b>

## 10. Autres actifs financiers

En milliers d'euros	31.12.2018	31.12.2018
Prêts aux employés	5'641	7'849
Créances sur les parties liées (Cf. note 27)	7'857	-
Autres actifs financiers	2'031	1'973
<b>TOTAL</b>	<b>15'529</b>	<b>9'822</b>

Les prêts aux employés portent intérêt à un taux moyen de 1,57 % et ont une échéance moyenne de 25 mois.

Cette rubrique inclut notamment les créances de VIEL & Cie et de ses filiales sur les anciens actionnaires ultimes de Compagnie Financière Tradition, Comipar, Paris et Banque Pallas Stern, Paris (cf. note 27).

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les autres actifs financiers est décrite en note 30.

## 11. Trésorerie non disponible

En milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Dépôts de liquidités ou de titres bloqués en garantie dans le cadre de l'activité de courtage	27 715	30 400
<b>TOTAL</b>	<b>27 715</b>	<b>30 400</b>

Outre ces dépôts de liquidités bloqués auprès de sociétés de compensation, tels qu'Euroclear ou le FICC (Fixed Income Clearing Corporation), certaines filiales sont soumises à des contraintes de capitaux propres fixées par leurs autorités de tutelle qui limitent la disponibilité ou la libre circulation de leurs liquidités au sein du Groupe.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie non disponible est décrite en note 30.

## 12. Clients et autres créances

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Créances liées aux activités teneurs de comptes	997 969	792 599
Créances liées aux activités en principal	519 244	282 837
Clients et comptes rattachés	165 155	162 155
Créances sur les employés	70 409	55 699
Créances sur les parties liées	7 328	4 240
Autres créances à court terme	22 067	20 102
<b>TOTAL</b>	<b>1 782 171</b>	<b>1 317 633</b>

Le poste des « Créances sur les employés » comporte des primes et bonus payés d'avance et conditionnés à la présence de l'employé durant la durée du contrat. Ainsi, la charge liée à ces primes et bonus est constatée en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les clients et autres créances est décrite en note 30.

### 13. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction se décomposent comme suit :

#### Non courant

en milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Actions	11 030	25 791
Other	-	-
<b>Total</b>	<b>11 030</b>	<b>25 791</b>

#### Courant

en milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Actions	22	19
Dépôts bancaires à court terme	2	8
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>27</b>

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net est décrite en note 30.

### 14 a. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose principalement des investissements suivants :

#### Non courant

en milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Actions	4 603	3 985
Other	13	13
<b>Total</b>	<b>4 616</b>	<b>3 998</b>

Ces titres de participation ne sont pas détenus à des fins de transactions. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est décrite en note 30.

### 14 b. Actifs financiers évalués au coût amorti.

en milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Dépôts bancaires à court terme	63 857	5 195
<b>Total</b>	<b>63 857</b>	<b>5 195</b>

Cette rubrique comprend des dépôts bancaires à court terme dont la maturité est supérieure à 3 mois à partir de la date d'acquisition. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers disponibles évalués au coût amorti est décrite en note 30.

## 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Caisse et dépôts bancaires à vue	371 183	296 769
Dépôts bancaires à court terme	61 179	68 937
Placements monétaires à court terme	3 602	17 038
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan</b>	<b>435 964</b>	<b>382 744</b>
Trésorerie non disponible	27 715	30 400
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie - actif</b>	<b>463 679</b>	<b>413 144</b>
Découverts bancaires	-2 498	-34 347
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie</b>	<b>433 466</b>	<b>348 397</b>

La caisse et les dépôts bancaires à vue génèrent des intérêts à des taux variables basés sur les taux bancaires quotidiens. Les dépôts bancaires à court terme ont une maturité comprise entre une journée et trois mois selon les besoins en liquidités du Groupe et génèrent des intérêts sur la base des taux bancaires pour leur durée respective.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie est décrite en note 30.

## 16. Capital-actions, actions propres et réserves consolidées

### Composition du capital

Au 31 décembre 2019 le capital social de VIEL & Cie est composé de 71 622 968 actions d'une valeur nominale de € 0,2 soit un capital de € 14 324 594. Une réduction de capital de 3 902 723 actions a été effectué au cours de l'exercice.

### Actionnaires importants

Au 31 décembre 2019, le capital de VIEL & Cie est réparti de la façon suivante :

- Viel et Compagnie-Finance : 60,19 %
- Amiral Gestion : 7,30 %
- Sycomore AM : 5,46 %
- Patrick Combes : 5,45 %
- Quaero Capital : 4,71 %
- Eximium : 4,40 %
- Public : 5,42 %
- Actions propres : 7,07 %

### Capital autorisé

Autorisations financières :

En application des dispositions de l'article L.225-100, al.7 du Code de commerce, un tableau récapitulatif des délégations accordées au Conseil d'administration par l'Assemblée générale en cours de validité et leur utilisation au cours de l'exercice 2019 est présenté ci-dessous :

Type de délégation de compétence	AGE	Échéance	Montant autorisé (en €)	Utilisation en 2019 (en €)	Autorisation résiduelle (en €)
Augmentation de capital (délégation globale avec maintien du DPS)	11/06/2019	août-20	10 000 000	-	10 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS)	11/06/2019	août-20	10 000 000	-	10 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS-Art-L411-2,II CMF)	11/06/2019	août-21	10 000 000	-	10 000 000
Augmentation de capital par incorporation de réserves	11/06/2019	AGO 2020	5 000 000	-	5 000 000
Augmentation de capital par émission de BSA (avec maintien du DPS)	11/06/2019	août-21	30 000 000	-	30 000 000
Augmentation de capital par attribution d'actions gratuites, existantes ou à créer	14/06/2018	août-20	1 550 514	-	1 550 514
Augmentation de capital par émission de BSA (en cas d'offre publique)	11/06/2019	Déc. 2020	10 000 000	-	10 000 000
Augmentation de capital (attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions)	14/06/2018	AGO 2021	1 550 514	-	1 550 514
Réduction de capital (annulation d'actions)	11/06/2019	AGO 2020	1 550 514	780 545	769 969

### Actions propres :

VIEL & Cie détient au 31 décembre 2019, 5 061 398 de ses propres titres, soit 7,07 % de son capital, pour un montant total brut de € 20 375 000 (5 381 931 titres pour un montant brut de € 22 100 585 au 31 décembre 2018), détention autorisée préalablement par l'Assemblée générale des actionnaires. Le montant de ces titres a été constaté en diminution des capitaux propres consolidés de VIEL & Cie au 31 décembre 2019.

### Réserves consolidées :

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour actions propres	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Réserve de réévaluation des immeubles de placement	Ecart actuariels à prestations définies	Réserve générale	Autres réserves	Réserves consolidées
<b>Réserves consolidées au 1er Janvier 2019</b>	<b>311 978</b>	<b>22 253</b>	<b>14 511</b>	<b>300</b>	<b>591</b>	<b>1 335</b>	<b>-7 444</b>	<b>1 613</b>	<b>23 205</b>	<b>368 343</b>
Résultat net de l'exercice	43 245	-	-	-	-	-	-	-	-	43 245
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-1 917	-	-	-1 917
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	276	-	-	-	-	276
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-1 411	-	-	-	-1 411
<b>Résultat global de la période</b>	<b>43 245</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>276</b>	<b>-1 411</b>	<b>-1 917</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-40 193</b>
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres	-	-1 878	-	-	-	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	444	-	-	-	-	-	-	-	-	444
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	-	630	-	-	-	-	-	-	630
Dividendes versés	-17 215	-	-	-	-	-	-	-	-	-17 215
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	-4 361	-	-	-5	29	-	80	-	-	-4 256
<b>Réserves consolidées au 31 décembre 2019</b>	<b>334 091</b>	<b>20 375</b>	<b>15 141</b>	<b>295</b>	<b>896</b>	<b>-76</b>	<b>-9 280</b>	<b>1 613</b>	<b>23 205</b>	<b>386 260</b>

en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour actions propres	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Réserve de réévaluation des immeubles de placement	Ecart actuariels à prestations définies	Réserve générale	Autres réserves	Réserves consolidées
<b>Réserves consolidées au 1er Janvier 2018</b>	<b>299 980</b>	<b>18 378</b>	<b>13 986</b>	<b>302</b>	<b>4 253</b>	<b>-</b>	<b>-6 655</b>	<b>1 613</b>	<b>23 205</b>	<b>355 061</b>
Résultat net de l'exercice	43 388	-	-	-	-	-	-	-	-	43 388
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-822	-	-	-822
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	289	-	-	-	-	289
Incidence de la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente des entreprises associées et coentreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	1 335	-	-	-	1 335
<b>Résultat global de la période</b>	<b>43 388</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>289</b>	<b>1 335</b>	<b>-822</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>44 190</b>
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	126	-	-	-	-	-	-	-	-	126
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	-	525	-	-	-	-	-	-	525
Dividendes versés	-14 545	-	-	-	-	-	-	-	-	-14 545
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	-16 971	3 875	-	-1	-3 951	-	33	-	-	-17 015
<b>Réserves consolidées au 31 décembre 2018</b>	<b>311 978</b>	<b>22 253</b>	<b>14 511</b>	<b>300</b>	<b>591</b>	<b>1 335</b>	<b>-7 444</b>	<b>1 613</b>	<b>23 205</b>	<b>368 342</b>

La réserve générale et la réserve pour actions propres de VIEL & Cie ne sont pas disponibles pour une distribution. La réserve pour actions propres comprend le coût d'acquisition des actions de la société VIEL & Cie détenues par la société elle-même.

La réserve pour options de souscription d'actions est utilisée pour comptabiliser la juste valeur des instruments de capitaux propres consentis aux collaborateurs du Groupe (cf note 19). Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de cette réserve au compte de prime d'émission.

La réserve de réévaluation comprend les variations cumulées nettes de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par les biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé dans les capitaux propres.

La réserve d'écarts de conversion comprend les écarts de change relatifs à la conversion en euros des états financiers des sociétés du Groupe libellés en monnaies étrangères ainsi que les changements de juste valeur des instruments utilisés pour couvrir des investissements nets dans des entités étrangères. Cette réserve est présentée distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

#### Autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose comme suit :

2019 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels des régimes à prestations définies			
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				277	277	100	377
Ecart actuariels des régimes à prestations définies	-	-	-	-1 917	-1 917	-678	-2 595
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	-	-	-	<b>-1 640</b>	<b>-1 640</b>	<b>-578</b>	<b>-2 218</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie							
- constatés dans la réserve de couverture	-	-	-	-	-	-	-
- transférés au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente							
- constatés dans la réserve de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
- transférés au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	6 270	-	-	-	6 270	1 722	7 992
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées	-162	-	-	-	-162	-58	-220
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>6 108</b>	-	-	-	<b>6 108</b>	<b>1 664</b>	<b>7 772</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts</b>	<b>6 108</b>	-	-	<b>-1 640</b>	<b>4 468</b>	<b>1 086</b>	<b>5 554</b>
<b>2018</b>							
en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels des régimes à prestations définies			
<b>Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				289	289	100	389
Ecart actuariels des régimes à prestations définies	-	-	-	-822	-822	-279	-1 101
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	-	-	-	<b>-533</b>	<b>-533</b>	<b>-179</b>	<b>-712</b>
<b>Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>							
Ajustement à la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie							
- constatés dans la réserve de couverture	-	-	-	-	-	-	-
- transférés au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Ajustement à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente							
- constatés dans la réserve de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
- transférés au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	4 946	-	-	-	4 946	2 484	7 430
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat	259	-	-	-	259	-139	120
Ecart de réévaluation	-	-	1 335	-	1 335	-	1 335
Autres éléments du résultat global des sociétés associées	-588	-	-	-	-588	-201	-789
<b>Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat</b>	<b>4 617</b>	-	<b>1 335</b>	-	<b>5 952</b>	<b>2 144</b>	<b>8 096</b>
<b>Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts</b>	<b>4 617</b>	-	<b>1 335</b>	<b>-533</b>	<b>5 419</b>	<b>1 965</b>	<b>7 384</b>

## 17. Intérêts minoritaires

Les principales sociétés dans lesquelles les intérêts minoritaires ont été jugés significatifs sont Bourse Direct qui représente l'activité de bourse en ligne et le sous-groupe Tradition qui regroupe l'activité d'intermédiation professionnelle. Les sociétés jugées significatives au sein du sous-groupe Tradition sont présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés de Compagnie Financière Tradition, société cotée.

Les informations financières résumées du sous-groupe Tradition sont présentées après élimination des comptes et opérations réciproques internes au sous-groupe.

en milliers d'€	Au 31 décembre 2019		Au 31 décembre 2018	
	Groupe		Groupe	
	Tradition	Bourse Direct	Tradition	Bourse Direct
	Suisse	France	Suisse	France
<b>Pourcentage de détention des intérêts minoritaires</b>	<b>26,53%</b>	<b>21,75%</b>	<b>25,57%</b>	<b>23,13%</b>
Actif non courant	342 265	9 260	270 781	6 373
Actif courant	1 216 901	1 008 314	842 219	789 633
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>316 369</i>	<i>41 469</i>	<i>246 734</i>	<i>42 801</i>
Passif non courant	296 386	2 822	241 092	1 295
Passif courant	879 092	968 709	515 829	747 837
Actif net	383 688	46 043	356 079	46 874
<b>Valeur comptable des intérêts minoritaires</b>	<b>17 616</b>	<b>9 697</b>	<b>15 522</b>	<b>10 638</b>
Chiffre d'affaires	830 424	31 370	765 060	33 409
Résultat net	57 810	1 376	47 604	2 336
<b>Quote-part attribuable aux intérêts minoritaires dans le résultat net du Groupe dans :</b>	<b>17 882</b>	<b>299</b>	<b>14 904</b>	<b>530</b>
Flux de trésorerie nets opérationnels	80 256	983	-16 660	-14 062
Flux de trésorerie nets d'investissement	-52 757	-1 929	-11 680	-2 761
Flux de trésorerie nets de financement (hors dividendes versés aux intérêts minoritaires)	76 871	712	-28 204	-15
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	-10 099	-1 098	-9 497	-
Variation des cours de change	-3 261	-	-4 601	-
<b>Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>91 010</b>	<b>-1 332</b>	<b>-70 641</b>	<b>-16 838</b>

## 18. Dividendes

Le dividende à payer n'est comptabilisé qu'après l'approbation par l'Assemblée générale. Le dividende suivant a été proposé par le conseil d'administration :

En milliers d'euros	2019	2018
Dividende par action au titre de 2020 : € 0,25 (2019: € 0,25)	<b>19 906</b>	<b>18 881</b>

Le dividende relatif à l'exercice 2018 d'un montant de 17 215 425,25 € (net de la part revenant aux titres auto détenus) a été payé le 17 juin 2019.

## 19. Paiements fondés sur des actions

### Compagnie Financière Tradition

Au 31 décembre 2019, les options de souscription d'actions consenties aux collaborateurs du Groupe Tradition présentent les caractéristiques suivantes :

Date d'attribution	Nombre d'actions de 2,50 CHF de nominal	Augmentation de capital potentielle en CHF	Date de début d'exercice (1)	Date d'échéance	Prix d'exercice en CHF	Condition d'exercice (2)
23.08.13	66 667	166 668	33 333 titres le 01.09.15 33 334 titres le 01.09.16	01.09.21	2,50	65,00
12.03.15	1 000	2 500	13.03.18	13.03.23	2,50	65,00
09.03.17	8 500	21 250	09.03.20	09.03.25	2,50	100,00
07.07.17	30 000	75 000	07.07.20	07.07.25	2,50	110,00
30.08.17	3 000	7 500	01.09.20	01.09.25	2,50	110,00
04.09.17	20 000	50 000	04.09.20	04.09.25	2,50	110,00
05.01.18	20 000	50 000	01.02.21	01.02.26	2,50	115,00
15.03.18	21 000	52 500	15.03.21	15.03.26	2,50	115,00
18.07.18	30 000	75 000	18.07.21	18.07.26	2,50	115,00
30.08.18	12 000	30 000	01.09.21	01.09.26	2,50	120,00
20.11.18	50 000	125 000	20.11.21	20.11.26	2,50	120,00
28.11.18	30 000	75 000	6 000 titres dès le 01.12.19 6 000 titres dès le 01.12.20 6 000 titres dès le 01.12.21 6 000 titres dès le 01.12.22 6 000 titres dès le 01.12.23	01.12.26	2,50	110,00
09.01.19	40 000	100 000	09.07.20	09.07.25	2,50	110,00
06.06.19	58 000	145 000	01.06.22	01.06.27	2,50	110,00
<b>TOTAL</b>	<b>390 167</b>	<b>975 418</b>				

(1) Les collaborateurs doivent être salariés du Groupe afin d'exercer les options de souscription d'actions consenties.

(2) Le cours de l'action doit être supérieur à ces seuils pendant 10 jours consécutifs au cours des 12 mois précédant la date d'exercice.

En 2019, Compagnie Financière Tradition SA a consenti 98 000 options de souscription d'actions à des collaborateurs du Groupe (163 000 options en 2018).

La juste valeur des options octroyées est déterminée à la date d'attribution des options de souscription en recourant à un modèle d'évaluation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

Sur la base d'observations historiques, les paramètres d'évaluation suivants ont été utilisés afin de déterminer la juste valeur des options consenties :

	2019	2018
Rendement de dividendes	5,0%	5,0%
Volatilité attendue	16,0%	16,0%
Taux d'intérêt sans risque	0,0%	0,0%
Prix de l'action à la date d'attribution (en francs suisses)	100,6	102,0

En 2019, la moyenne pondérée de la juste valeur des options à la date de l'octroi est de CHF 11,2 (2018 : CHF 11,6).

Les options de souscription suivantes ont été exercées au cours des exercices 2019 et 2018 :

Date d'exercice	Date d'attribution du plan	Nombre d'options	Prix d'exercice en CHF	Prix de l'action à la date d'exercice en CHF
12.01.2019	01.07.15	75 000	2,5	97,7
28.02.2019	01.07.15	50 000	2,5	100,6
22.10.2019	31.08.16	10 000	2,5	102,5
12.03.2018	23.08.13	25 000	2,5	101,5
13.03.2018	12.03.15	16 000	2,5	101,5
30.10.2018	31.07.15	10 000	2,5	104
07.11.2018	01.07.15	50 000	2,5	105

Le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options de souscription sur action consenties aux collaborateurs de la Société sont les suivants :

en CHF	2019		2018	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
En circulation au début de l'exercice	2,50	427 167	2,50	365 167
Attribuées	2,50	98 000	2,50	163 000
Exercées	2,50	-135 000	2,50	-101 000
Expirées				
Annulées				
<b>En circulation à la fin de l'exercice</b>	<b>2,50</b>	<b>390 167</b>	<b>2,50</b>	<b>427 167</b>
<b>Exercables à la fin de l'exercice</b>	<b>2,50</b>	<b>67 667</b>	<b>2,50</b>	<b>192 667</b>

Les options exercées donnent uniquement droit à la livraison des actions. En 2019, le montant des charges liées aux paiements fondés sur des actions est de CHF 1 588 000 (CHF 599 000 en 2018).

#### Bourse Direct

Au 31 décembre 2019, les caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites nouvelles sont les suivantes :

Nature du plan	Plan d'attribution 2017
Date de l'Assemblée générale	11-mai-16
Date des premières attributions au titre du plan	21-juil-17
Nombre total d'actions gratuites attribuées	750 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	21-juil-17
	21-juil-19
Période d'attribution (attribution par tiers sur trois périodes)	21-juil-20
	21-juil-21
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	21-juil-27
Conditions d'attribution de présence dans la Société	oui
Conditions de performance de cours (au moins 10 séances de bourse consécutives dans les 12 mois précédant la date d'attribution)	2,20 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	750 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	-
<b>Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre</b>	<b>750 000</b>
Nombre de collaborateurs concernés	13

Il n'existe aucun plan de souscription d'actions en vigueur.

#### VIEL & Cie

##### Plans d'options de souscription d'actions :

Au 31 décembre 2019, Il n'y a pas de nouveaux plans d'options de souscription d'actions accordés par VIEL & Cie.

##### Plans d'attributions d'actions gratuites :

Au 31 décembre 2019, les caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites sont les suivantes :

Nature du plan (En euros)	Plan d'attribution 2017	
Date de l'Assemblée générale	14-juin-16	14-juin-16
Date des premières attributions au titre du plan	04-sept-17	04-sept-17
Nombre total d'actions gratuites attribuées	440 000	138 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	04-sept-17	04-sept-17
Période d'attribution	04-sept-20	04-sept-22
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	04-sept-27	04-sept-27
Conditions d'attribution de présence dans la Société	Oui	Oui
Conditions de performance de cours	6,50 €	6,00 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1er janvier	440 000	138 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	-	-
<b>Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre</b>	<b>440 000</b>	<b>138 000</b>
Nombre de personnes concernées	3	4

## 20. Dettes financières

En milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Découverts bancaires	2 498	34 347
Emprunts bancaires	-	-
Portion court terme des emprunts bancaires à long terme	30 150	15 600
Emprunts obligataires	119 069	-
<b>A court terme</b>	<b>151 717</b>	<b>49 947</b>
Emprunts à long terme	113 650	143 800
Emprunts obligataires	220 322	211 867
<b>A long terme</b>	<b>333 972</b>	<b>355 667</b>
<b>TOTAL</b>	<b>485 690</b>	<b>405 614</b>

Les dettes financières provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit en 2019 :

En milliers d'euros	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.2019	
		Autres variations	Ecart de conversion		
<b>Long terme</b>					
Emprunts bancaires	143 800	-30 150		113 650	
Emprunts obligataires	211 867	116 379	-116 033	8 109	220 322
<b>Court terme</b>					
Position court terme des emprunts bancaires	15 600	14 550			30 150
Emprunts obligataires		117	116 033	2 919	119 069
<b>Total</b>	<b>371 267</b>	<b>100 896</b>	<b>0</b>	<b>11 029</b>	<b>483 192</b>

En milliers d'euros	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.18	
		Autres variations	Ecart de conversion		
<b>Long terme</b>					
Emprunts bancaires	159 400	-15 600			143 800
Emprunts obligataires	203 838	192		7 837	211 867
<b>Court terme</b>					
Position court terme des emprunts bancaires	15 600				15 600
<b>Total</b>	<b>378 838</b>	<b>-15 408</b>	<b>0</b>	<b>7 837</b>	<b>371 267</b>

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

Emetteur	Année d'émission et d'échéance	Valeur nominale résiduelle en milliers de CHF	Coupon	Taux d'intérêt effectif	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.19	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.18
Compagnie Financière Tradition SA	2019-2025	CHF 130 000	1,750%	1,850%	129 401	
Compagnie Financière Tradition SA	2016-2022	CHF 110 000	1,625%	1,726%	109 737	109 645
Compagnie Financière Tradition SA	2015-2020	CHF 129 300	2,000%	2,118%	129 238	129 108
<b>TOTAL</b>					<b>368 376</b>	<b>238 753</b>
<i>Dont montant remboursable dans les 12 mois</i>					129 238	-

Au 31 décembre 2019, Compagnie Financière Tradition dispose de facilités de crédit pour un montant de CHF 102 899 000 (CHF 102 953 000 au 31 décembre 2018). Celles-ci n'ont pas été utilisées au 31 décembre 2019 et 2018.

Les emprunts bancaires à long terme incluent un montant de € 143 800 000 remboursable par annuités et venant à échéance en octobre 2022 (€ 159 400 000 au 31 décembre 2018).

Les dettes à long terme font l'objet de clause de remboursement anticipé en cas de non-respect de différents ratios de gestion ; ces ratios concernent principalement le niveau d'endettement par rapport aux capitaux propres consolidés du Groupe, ou le niveau des charges financières nettes par rapport au résultat d'exploitation du Groupe. Au 31 décembre 2019, le Groupe respecte l'intégralité de ces conditions.

Au 31 décembre 2019, VIEL & Cie et ses filiales disposent de facilités de crédit non utilisées pour un montant de € 94 803 000, contre € 91 359 000 au 31 décembre 2018.

VIEL & Cie a opté pour l'étalement des frais d'émission de ses emprunts sur leur durée d'amortissement.

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les dettes financières est décrite en note 30.

## 21. Provisions et passifs éventuels

Les provisions se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	Provisions pour pensions et retraites	Provisions pour litiges	Provisions pour impôts	Autres provisions	TOTAL
<b>Montant au 31 décembre 2017</b>	<b>15 668</b>	<b>7 224</b>	<b>50</b>	<b>7 077</b>	<b>30 019</b>
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					4 431
Variation de périmètre	-	-	-	-	0
Dotations	2 786	6 680	-	-	9 466
Utilisations	-498	-1 882	-49	-	-2 430
Dissolutions	-7	-29	-1	-70	-107
Réévaluation des régimes à prestations définies	1 144	-	-	-	1 144
Reclassement	504	-	-	-	504
Ecart de conversion	854	383	-	-	1 237
<b>Montant au 31 décembre 2018</b>	<b>20 452</b>	<b>12 376</b>	<b>-</b>	<b>7 007</b>	<b>39 834</b>
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					9 610
Variation de périmètre	-	-	-	-	0
Dotations	2 846	3 901	-	-	6 747
Utilisations	-555	-15 322	-	-3 254	-19 131
Dissolutions	-	-340	-	-3 561	-3 901
Réévaluation des régimes à prestations définies	2 802	-	-	-	2 802
Reclassement	-	-25	-	-	-25
Ecart de conversion	703	226	-	-	929
<b>Montant au 31 décembre 2019</b>	<b>26 247</b>	<b>816</b>	<b>-</b>	<b>192</b>	<b>27 255</b>
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					-

### Provisions pour pensions et retraites

Les provisions pour pensions et retraites sont constatées au bilan afin de couvrir les obligations du Groupe dans le cadre des régimes à prestations définies et d'autres avantages à long terme en faveur du personnel. Le détail de ces engagements est présenté en note 22.

### Provisions pour litiges

Dans le cadre de leurs activités, il arrive que des filiales du Groupe soient impliquées dans des litiges avec des anciens employés suite à la résiliation de leur contrat de travail ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.

L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question qui peuvent durer de nombreuses années.

En février 2010, une filiale du Groupe a recruté un nouveau collaborateur qui travaillait auparavant pour un concurrent. Par la suite, ce concurrent a engagé une procédure d'arbitrage auprès de la Financial Industry Regulatory Authority (FINRA) contre ce collaborateur et la filiale à New York, en invoquant en particulier une violation de contrat et l'ingérence de la filiale dans le contrat du collaborateur. Le collaborateur a déposé une demande reconventionnelle contre ce concurrent, invoquant notamment une discrimination illégale.

En décembre 2016, la commission de la FINRA a conclu à la responsabilité du collaborateur et de la filiale et s'est prononcée en faveur du concurrent. En janvier 2017, la filiale a formé un recours en annulation de la sentence arbitrale auprès de la Cour suprême de l'État de New York; le concurrent a demandé la confirmation de la sentence arbitrale. En juillet 2017, la Cour suprême a rejeté le recours de la filiale qui a fait appel de cette décision. En février 2019, la Cour suprême de l'Etat de New York a rejeté l'appel déposé par la filiale du Groupe. Le montant du règlement est inclus dans la rubrique des provisions à court terme au 31 décembre 2018 et payé en 2019.

### Provisions pour impôts

Le Groupe est régulièrement soumis à des contrôles. Les risques potentiels sont évalués et font l'objet, le cas échéant, d'une provision.

### Autres provisions

VIEL & Cie et ses filiales consolidées ont constitué au cours des exercices précédents des provisions afin de couvrir divers risques auxquelles elles sont confrontées. Ces provisions couvrent l'intégralité des risques potentiels estimés.

## **22. Engagements envers le personnel**

La majorité des employés de VIEL & Cie et de ses filiales opérationnelles bénéficie de prestations de retraites octroyées par des régimes à cotisations définies dont les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues. Les éventuels montants à payer en fin de période sont présentés dans la rubrique des « Fournisseurs et autres créanciers ».

Les régimes à prestations définies concernent principalement les employés du Groupe basés en Suisse.

Les collaborateurs en Suisse sont assurés auprès de l'institution de prévoyance de l'employeur contre les risques de vieillesse, d'invalidité et de décès. L'institution de prévoyance a la forme juridique d'une fondation. L'institution de prévoyance assume elle-même le risque vieillesse alors que les risques décès et invalidités sont réassurés auprès d'une compagnie d'assurance. Les prestations de vieillesse sont définies en fonction du solde des comptes d'épargne individuels (avoir de vieillesse) à la date du départ à la retraite. La rente vieillesse annuelle se calcule en multipliant l'avoir de vieillesse à la date du départ par le taux de conversion défini dans le règlement de la fondation. Les collaborateurs peuvent prendre une retraite anticipée au plus tôt à 58 ans révolus, auquel cas le taux de conversion est réduit en fonction de la prolongation de la durée attendue du versement de la rente et de l'avoir de vieillesse moins important. Les collaborateurs ont en outre la possibilité de percevoir tout ou partie de la rente vieillesse sous forme de capital.

Les cotisations ordinaires de l'employeur sont exprimées en pourcent du salaire assuré (selon l'âge) et versées sur les avoirs de vieillesse individuels.

La politique d'investissement de l'institution de prévoyance se fonde sur l'objectif de réaliser un rendement qui, associé aux cotisations versées, soit suffisant pour garder un contrôle raisonnable sur les différents risques de financement du régime. Le Conseil de fondation, avec l'aide de conseillers en placement, détermine la pondération des catégories d'actifs et les allocations cibles, lesquelles sont révisées périodiquement. L'allocation effective des actifs est déterminée par une série de conditions économiques et de marché et en considération des risques spécifiques aux catégories d'actifs.

Les autres avantages à long terme concernent essentiellement des employés de filiales du Groupe au Japon qui ont la possibilité de différer le versement d'une partie de leur rémunération jusqu'à l'âge de la retraite ou de leur départ de la société.

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Autres avantages à long terme	11 530	9 263
Provision pour des régimes à prestations définies	14 717	11 189
<b>Total des provisions pour pensions et retraites</b>	<b>26 247</b>	<b>20 452</b>

Les charges liées aux régimes à prestations et cotisations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ». En 2019, le montant des charges liées aux régimes à cotisations définies est de € 4 570 000 (€ 4 080 000 en 2018).

#### Actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Valeur actualisée des obligations	52 563	43 114
Juste valeur des actifs des régimes	-38 195	-32 226
<b>Engagements nets des régimes à prestations définies</b>	<b>14 367</b>	<b>10 887</b>

#### Mouvements de la valeur actualisée des obligations :

en milliers d'euros	2019	2018
<b>Valeur actualisée des obligations au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>43 114</b>	<b>41 981</b>
<b>Dont obligations financées</b>	<b>38 992</b>	<b>38 610</b>
<b>Dont obligations non financées</b>	<b>4 122</b>	<b>3 370</b>
Coût financier	534	412
Coût des services rendus	1 677	1 155
Cotisation des employés	663	611
Coût des services passés	-	0
Prestations payées	-1 439	-2 305
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience	156	1 061
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques	620	5
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières	5 511	-1 587
Réduction de régime	-	-
Reclassements	7	283
Ecart de conversion	1 720	1 498
<b>Valeur actualisée des obligations au 31 décembre</b>	<b>52 563</b>	<b>43 114</b>
<b>Dont obligations financées</b>	<b>48 000</b>	<b>38 992</b>
<b>Dont obligations non financées</b>	<b>4 563</b>	<b>4 122</b>

Mouvement de la juste valeur actualisée des actifs des régimes

en milliers d'euros	2019	2018
<b>Juste valeur des actifs des régimes au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>32 226</b>	<b>33 349</b>
Rendement attendu des actifs des régimes	279	190
Cotisations de l'employeur	811	761
Cotisations des employés	663	611
Prestations payées	-661	-2 080
Frais d'administration	-68	-71
Gains / (pertes) actuariels	3 611	-1 801
Réduction de régime	-	-
Ecart de conversion	1 333	1 267
<b>Juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre</b>	<b>38 195</b>	<b>32 226</b>

Le Groupe estime à € 820 000 le montant des cotisations liées aux régimes à prestations définies pour l'exercice 2020.

Juste valeur des actifs par nature en pourcentage du total des actifs des régimes

	2019	2018
Actions	30,38%	27,35%
Obligations	25,43%	27,35%
Immobilier	29,78%	29,03%
Contrats d'assurance	1,05%	1,27%
Liquidités	6,04%	6,61%
Divers	7,32%	8,39%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Le taux de rendement attendu des actifs des régimes est déterminé en fonction de prévisions à long terme de taux d'inflation, de taux d'intérêt et de primes de risque pour les différentes catégories d'actifs. Ces prévisions prennent en considération les taux de rendement historiques à long terme.

Les placements en actions, obligations et immobiliers sont essentiellement investis au travers de fonds de placements et sont en majorité cotés sur un marché boursier actif. Les autres catégories de placements ne sont pour la plupart pas cotés sur un marché boursier actif.

Ecarts actuariels des régimes à prestations définies enregistrés dans les autres éléments du résultat global

en milliers d'euros	2019	2018
Ecarts actuariels sur les passifs des régimes	-5 511	1 587
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes	-156	-1 061
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes	3 611	-1 801
<b>Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies</b>	<b>-2 056</b>	<b>-1 275</b>

Charges comptabilisées au compte de résultat

en milliers d'euros	2019	2018
Coût des services rendus	1 745	1 226
Charge d'intérêt net	255	222
Frais d'administration	-	-
Coût des services passés	-	-
<b>Coût / (produit) des régimes à prestations définies</b>	<b>2 000</b>	<b>1 447</b>

en milliers d'euros	2019	2018
Rendement/(coût) effectif des actifs des régimes	3 998	-1 644

#### Principales hypothèses actuarielles

en %	2019	2018
Taux d'actualisation	0,47%	1,24%
Augmentations futures des salaires	1,28%	1,32%

#### Tables de mortalité

L'espérance de vie est prise en compte dans les engagements définis sur la base de tables de mortalité du pays dans lequel le régime est situé. Des tables générationnelles, permettant de modéliser l'évolution future de la mortalité, ont été utilisées au 31 décembre 2019 et en 2018.

#### Analyse de sensibilité

L'impact sur le montant des engagements des régimes à prestations définies au 31 décembre 2019 et 2018 d'une augmentation ou diminution des principales hypothèses actuarielles est présenté ci-dessous :

en milliers d'euros	2019	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0.5 %)	-3 785	4 352
Augmentation futures des salaires (variation de 0.5 %)	237	-237

en milliers d'euros	2018	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0.5 %)	-2 833	3 217
Augmentation futures des salaires (variation de 0.5 %)	192	-192

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

#### Duration des obligations des régimes à prestations définies

La durée moyenne pondérée de l'obligation du régime à prestations définies pour les employés du Groupe en Suisse est de 17 années au 31 décembre 2019 (16 années au 31 décembre 2018).

### 23. Fournisseurs et autres créanciers

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Dettes liées aux activités teneurs de comptes	1 000 691	795 937
Dettes liées aux activités en principal	513 791	232 978
Charges à payer	129 634	116 984
Dettes envers les parties liées	2 562	2 213
Autres dettes à court terme	56 337	58 881
<b>TOTAL</b>	<b>1 703 015</b>	<b>1 206 993</b>

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les fournisseurs et autres créanciers est décrite en note 30.

### 24. Impôts à payer et à recevoir

Au 31 décembre 2019, les impôts à payer de VIEL & Cie s'élèvent à € 8 292 000, contre € 12 899 000 au 31 décembre 2018.

Les impôts à recevoir pour un montant de € 5 842 000 au 31 décembre 2019 contre € 6 769 000 au 31 décembre 2018 sont principalement constitués d'acomptes d'impôt versés par des sociétés du Groupe.

## 25. Instruments financiers dérivés

En milliers d'euros	2019		2018	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats de change à terme sur devises	1 331	106	93	411
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 331</b>	<b>106</b>	<b>93</b>	<b>411</b>

## 26 Contrat de location

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

### Actifs liés au droit d'utilisation

Bâtiments en milliers d'€	2019	2018
Acquisitions	7 406	-
Amortissements	-14 255	-
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>57 631</b>	<b>-</b>

### Obligations locatives

en milliers d'€	2019	2018
Court terme		
Obligations locatives	15 607	-
<b>Total</b>		
Long terme		
Obligations locatives	50 689	-
<b>Total</b>		
<b>Total des obligations locatives au bilan</b>	<b>66 296</b>	

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidités, de change et de taux d'intérêts sur les obligations locatives est décrite en note 30.

Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

en milliers d'€	01.01.19	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.19
			Autres variations	Ecart de conversion	
Obligations locatives	72 470	-13 851	7 406	271	66 296
<b>Total</b>	<b>72 470</b>	<b>-13 851</b>	<b>7 406</b>	<b>271</b>	<b>66 296</b>

### Autres informations relatives aux contrats de location

- Les charges liées aux contrats de location à court terme s'élèvent à € 5 454 000 pour l'exercice 2019.
- La charge d'intérêts sur les obligations locatives est présentée en note 4.
- Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à € 19 175 000.

## 27. Opérations avec des parties liées

### Nature des fonctions des employés clés

VIEL & Cie est une société qui consolide trois pôles d'activité, dans le domaine de l'intermédiation professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition, de la bourse en ligne au travers de Bourse Direct, et une participation mise en équivalence de 40% dans SwissLife Banque Privée. Est considéré comme employé clef, le Président du Conseil d'administration de VIEL & Cie

### Rémunération des employés clés

Le Président du Conseil d'administration ne perçoit pas de rémunération de la société VIEL & Cie mais de sa maison-mère Viel et Compagnie-Finance ; il bénéficie de la part de la société VIEL & Cie de jetons de présence pour un montant de € 12 000 au titre de l'exercice 2019 (€ 12 000 en 2018).

Aucun avantage en nature, avantage postérieur à l'emploi, autre avantage à long terme, indemnité de fin de contrat de travail et paiement fondé sur des actions n'est accordé au Président - Directeur général.

### Créances sur les parties liées

#### Non courant

En milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Créances sur les sociétés associées	1 335	-
Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées	84	80
<b>TOTAL</b>	<b>1 419</b>	<b>80</b>

#### Courant

En milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Créances sur les sociétés associées	67	91
Créances sur les coentreprises	6 481	3 308
Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées	779	841
<b>TOTAL</b>	<b>7 328</b>	<b>4 240</b>

#### Dettes envers les parties liées

En milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Dettes envers les sociétés associées	2	382
Dettes sur les coentreprises	2 457	1 686
Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées	103	144
<b>TOTAL</b>	<b>2 562</b>	<b>2 212</b>

Les rubriques « Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées » et « Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées » comprennent l'ensemble des créances et dettes de VIEL & Cie et de ses filiales vis-à-vis de leur actionnaire majoritaire ultime, Viel et Compagnie-Finance, Paris, ainsi que des filiales de cette société.

### Transactions avec les parties liées

L'une des filiales du Groupe a conclu un contrat de bail à loyer d'une durée résiduelle de 3 ans avec une société appartenant à son actionnaire ultime. En 2019, le Groupe a constaté un amortissement de € 863 000 lié au droit d'utilisation de ces locaux.

Une société de services appartenant à l'actionnaire majoritaire de VIEL & Cie a facturé au Groupe des frais de déplacement pour un montant de € 780 000 en 2019 (€ 730 000 en 2018).

### Garanties et engagements conditionnels reçus de parties liées

Lors du rachat des actions de Compagnie Financière Tradition SA détenues par Banque Pallas Stern, Viel et Compagnie-Finance s'est engagée à payer à Compagnie Financière Tradition SA et à ses filiales la différence entre le montant total des créances sur Comipar et Banque Pallas Stern et les dividendes de liquidation qui seront encaissés par Compagnie Financière Tradition SA et ses filiales au titre du recouvrement de ces mêmes créances. Le solde total de ces créances, garanti par Viel et Compagnie-Finance, maison-mère de VIEL & Cie, a été contre-garanti par VIEL & Cie.

Cet engagement porte sur le montant des créances déclarées par Compagnie Financière Tradition SA et ses filiales lors de la mise en redressement judiciaire de ces deux structures, soit un total € 16 444 000. Viel et Compagnie-Finance exécutera cet engagement de payer dès versement, par Banque Pallas Stern et par Comipar, du dernier dividende de liquidation se rapportant aux créances susmentionnées.

Entre 1999 et 2019, VIEL & Cie et ses filiales ont reçu des remboursements partiels de la part de Banque Pallas Stern et Comipar, à hauteur de 91,0 % des créances déclarées (sans changement par rapport à l'exercice précédent). Les créances résiduelles de VIEL & Cie et de ses filiales s'établissent ainsi à € 1 946 700 au 31 décembre 2019 (€1 752 800 au 31 décembre 2018).

Ces créances sont intégralement adossées en termes de risques à un passif qui figure au passif consolidé de VIEL & Cie sous la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».

## **28. Opérations de hors-bilan**

### Titres à livrer et à recevoir

en milliers d'euros	31.12.2019	31.12.2018
Titres à livrer	200 849 330	218 780 853
Titres à recevoir	200 817 647	218 776 331

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 31 décembre 2019 et débloquées après cette date, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe traitant avec des institutionnels, ou des opérations en règlements différés pour l'activité de bourse en ligne.

## **29. Gestion du risque financier**

Le Groupe est principalement exposé aux risques suivants :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque de marché
- risque de taux d'intérêt
- risque opérationnel

Des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques cités ci-dessus, les objectifs, politique et procédures de gestion du risque, ainsi que les méthodes utilisées pour les mesurer sont présentés dans la section « Rapport sur le gouvernement d'entreprise » du rapport annuel de la société.

### **Gestion du capital**

Les objectifs du Groupe au niveau de la gestion du capital sont de maintenir un niveau de capitaux propres suffisant afin d'assurer la continuité des opérations et d'apporter un retour sur investissement aux actionnaires.

Le Conseil d'administration effectue le suivi de la rentabilité des capitaux propres qui est défini par la relation entre le résultat net d'exploitation et les capitaux propres, nets de la part attribuable aux actionnaires minoritaires. Le Conseil d'administration effectue aussi le suivi des dividendes versés aux actionnaires.

Le Groupe gère la structure du capital et y apporte des rectifications en fonction des variations de l'environnement économique. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster

le montant des dividendes distribués aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

En 2019, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du capital.

VIEL & Cie n'est pas soumise à des exigences en matière de capital. Cependant, certaines filiales du Groupe sont soumises localement à des exigences de capital réglementaire imposées par les autorités de surveillance des pays concernés. Le suivi et l'application des directives réglementaires sont effectués par les responsables locaux en charge de la conformité.

### 30. Instruments financiers

#### Risque de crédit

##### Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit:

En milliers d'euros	2019	2018
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 616	3 998
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	11 054	25 818
Prêts et créances	1 745 533	1 290 540
Actifs financiers évalués au coût amorti	63 857	5 195
Instruments financiers dérivés actifs	1 331	93
Trésorerie et équivalents de trésorerie	435 964	382 745
Trésorerie non disponible	27 715	30 400
<b>TOTAL</b>	<b>2 290 069</b>	<b>1 738 789</b>

##### Pertes de crédit attendues

L'échéancier des créances clients et comptes rattachés ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

En milliers d'euros	2019		2018	
	Valeur brute	Pertes de crédit attendues	Valeur brute	Pertes de crédit attendues
Créances non arriérées	89 122	-	94 775	-26
Moins de 30 jours d'arriéré	24 860	-2	29 329	-1
Entre 31 et 60 jours d'arriéré	15 929	-25	13 825	0
Entre 61 et 90 jours d'arriéré	11 033	-8	7 108	-10
Entre 91 et 180 jours d'arriéré	12 568	-10	10 032	-112
Plus de 180 jours d'arriéré	12 570	-882	7 970	-735
<b>TOTAL</b>	<b>166 082</b>	<b>-927</b>	<b>163 039</b>	<b>-884</b>

Depuis l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances de courtage. Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. La majorité des clients sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit.

Le mouvement de la provision pour pertes de valeur attendues sur les créances clients et comptes rattachés au cours de la période se présente comme suit :

En milliers d'euros	2019	2018
Provision au 1er janvier	884	1 055
Variations de périmètre	-	-
Dotations de l'exercice	413	369
Reprise utilisée	-181	-142
Dissolution	-211	-406
Ecart de conversion	23	9
<b>Provision au 31 décembre</b>	<b>928</b>	<b>884</b>

L'échéancier des créances liées aux activités en principal se présente comme suit :

En milliers d'euros	2019	2018
Moins de 5 jours d'arriéré	74 712	156 186
Entre 6 et 15 jours d'arriéré	422 459	106 037
Entre 16 et 30 jours d'arriéré	20 815	18 309
Entre 31 et 45 jours d'arriéré	972	618
Plus de 45 jours d'arriéré	287	1 687
<b>TOTAL</b>	<b>519 244</b>	<b>282 837</b>

Ces montants représentent des opérations non dénouées après la date de livraison prévue et sont causés essentiellement par des retards de règlement des titres de la part des contreparties. Sur la base de l'analyse des données historiques des pertes encourues, le Groupe estime qu'une dépréciation des créances liées aux activités en principal n'est pas nécessaire. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. De plus, les transactions sont soumises à des limites de crédit appropriées déterminées en fonction de la qualité de la contrepartie.

### Risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

31 décembre 2019

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	113 650	-	113 650
Location financement - Paiement minimum futur	4 953	4 455	7 800	36 524	25 247	78 978
Emprunts obligataires	-	121 489	3 765	112 860	121 328	359 442
Fournisseurs et autres créanciers	1 679 927	3 568	19 521	-	-	1 703 015
Instruments financiers dérivés passifs	-	106	-	-	-	106
Dettes financières à court terme	2 498	-	30 150	-	-	32 648
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 687 377</b>	<b>129 617</b>	<b>61 236</b>	<b>263 034</b>	<b>146 575</b>	<b>2 287 838</b>

### 31 décembre 2018

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	143 800	-	143 800
Location financement - Paiement minimum futur	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	2 319	1 596	218 995	-	222 911
Fournisseurs et autres créanciers	1 186 847	2 719	17 427	-	-	1 206 993
Instruments financiers dérivés passifs	114	297	-	-	-	411
Dettes financières à court terme	34 347	-	15 600	-	-	49 947
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 221 308</b>	<b>5 335</b>	<b>34 623</b>	<b>362 795</b>	<b>-</b>	<b>1 624 062</b>

### Risque de change

#### Analyse de sensibilité

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change transactionnel principalement sur le dollar américain (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR) et le franc suisse (CHF).

Le tableau suivant détaille la sensibilité du Groupe à une variation de 10 % d'une devise de transaction par rapport aux devises fonctionnelles correspondantes. Cette analyse inclut les actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des différentes entités du Groupe et ajuste leur valeur à la fin de la période pour une variation de 10 % du taux de change.

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base que l'année précédente.

Au 31 décembre, une appréciation de 10 % d'une devise de transaction à l'encontre des autres devises fonctionnelles correspondantes aurait augmenté (diminué) le résultat de l'exercice comme suit, sans impact sur les capitaux propres :

### 31 décembre 2019

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
<b>Devises fonctionnelles</b>						
USD		-243	233	0	244	234
GBP	1 877		1 850	-14	-60	3 653
EUR	567	369		111	35	1 082
CHF	13 556	1 023	1 631		3 690	19 900
Autres	2 410	-76	7	-32		2 309
	<b>18 410</b>	<b>1 073</b>	<b>3 721</b>	<b>65</b>	<b>3 909</b>	

### 31 décembre 2018

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
<b>Devises fonctionnelles</b>						
USD		-539	237	-179	252	-229
GBP	1 987		2 633	164	-181	4 603
EUR	1 162	-359		75	28	906
CHF	12 079	1 771	1 603		3 445	18 898
Autres	1 211	52	7	1		1 271
	<b>16 439</b>	<b>925</b>	<b>4 480</b>	<b>61</b>	<b>3 544</b>	

## Risque de taux d'intérêts

### Profil

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

En milliers d'euros	2019	2018
Actifs financiers	99 310	33 638
Passifs financiers	405 688	211 867
<b>Instruments à taux fixe (net)</b>	<b>-306 378</b>	<b>-178 229</b>
Actifs financiers	1 063 143	849 634
Passifs financiers	165 109	215 715
<b>Instruments à taux variable (net)</b>	<b>898 034</b>	<b>633 920</b>
<b>Dont dettes financières à taux variable</b>	<b>146 301</b>	<b>193 459</b>

### Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variables

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

#### 31 décembre 2019

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	4 490	-

#### 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	3 170	-

### Juste valeur

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.

31 décembre 2019

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			Total
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 616	-	4 616	-	4 616
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	11 054	5 274	5 780	-	11 054
Actifs financiers évalués au coût amorti	63 857	-	-	-	-
Prêts et créances	1 745 533	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs	1 331	-	1 331	-	1 331
Trésorerie et équivalents de trésorerie	435 964	3 602	-	-	3 602
Trésorerie non disponible	27 715	-	-	-	-
Immeubles de placement	2 657	-	-	-	-
<b>Total actifs financiers</b>	<b>2 292 726</b>	<b>8 876</b>	<b>11 727</b>	<b>-</b>	<b>20 603</b>
Dettes financières à court terme	151 717	120 139	-	-	120 139,12
Obligations locatives à Court terme	15 607	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 703 015	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés passifs	106	-	106	-	106
Dettes financières à long terme	333 972	224 226	-	-	224 226
Obligations locatives à Long terme	50 689	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
<b>Total passifs financiers</b>	<b>2 255 106</b>	<b>344 365</b>	<b>106</b>	<b>-</b>	<b>344 471</b>

31 décembre 2018

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			Total
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3 998	-	3 998	-	3 998
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	25 818	19 899	5 066	-	24 964
Actifs financiers évalués au coût amorti	5 195	-	-	-	-
Prêts et créances	1 290 539	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs	93	-	93	-	93
Trésorerie et équivalents de trésorerie	382 744	7 387	-	-	7 387
Trésorerie non disponible	30 400	-	-	-	-
Immeubles de placement	4 279	-	-	-	-
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 743 066</b>	<b>27 285</b>	<b>9 156</b>	<b>-</b>	<b>36 442</b>
Dettes financières à court terme	49 947	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 206 993	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés passifs	411	-	411	-	411
Dettes financières à long terme	355 667	216 684	-	-	216 684
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
<b>Total passifs financiers</b>	<b>1 613 019</b>	<b>216 684</b>	<b>411</b>	<b>-</b>	<b>217 095</b>

### 31. Cours de change

Les principaux cours de change de l'euro, qui ont été utilisés dans le cadre de la consolidation, sont les suivants:

		31.12.2019		31.12.2018	
		Cours de clôture	Cours moyen	Cours de clôture	Cours moyen
CHF	1 Franc suisse	1,0854	1,1127	1,1269	1,1564
GBP	1 Livre sterling	0,8508	0,8773	0,8945	0,8849
JPY	1 Yen japonais	121,94	122,06	125,85	130,52
USD	1 Dollar américain	1,1234	1,1196	1,1450	1,1836

### 32. Périmètre de consolidation

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que les pourcentages de détention directe ou indirecte et les méthodes de consolidation retenues pour chacune des sociétés, sont présentés ci-après :

VIEL & Cie	Entrées de	%	%	Capital	Méthode	
	l'exercice	de contrôle	d'intérêt	en milliers	MEE/IG/IP	
		Société consolidante	100,0%	EUR	14 325	Société consolidante
Tradition Government Bond Brokers and Derivative Brokers (Pty) Ltd, Johannesburg		100,0%	73,5%	ZAR	1 000	IG
Tradition Data analytic's Services (PTY) Ltd Fourways		100,0%	73,5%	ZAR	n/s	IG
TFS Securities (Pty) Ltd, Johannesburg		100,0%	73,4%	ZAR	1000	IG
Finacor Deutschland GmbH, Francfort, et succursale de Munich		100,0%	73,5%	EUR	4 100	IG
Tradition Financial Services GmbH, Francfort		27,5%	20,2%	EUR	75	MEE
Finacor & Associés S.A., Bruxelles		100,0%	73,4%	EUR	1 967	IG
Easdaq N.V.		16,6%	14,8%	EUR	25 383	MEE
Tradition (Dubai) Ltd, Dubaï		100,0%	73,4%	USD	450	IG
C.M. Capital Market Holdings S.A. Madrid		32,4%	23,8%	EUR	379	MEE
Arpège S.A., Paris		100,0%	100,0%	EUR	22 280	IG
Bourse Direct S.A., Paris		76,9%	78,3%	EUR	13 939	IG
Carax SA Paris		90,9%	66,8%	EUR	1 320	IG
E-VIEL, Paris		100,0%	100,0%	EUR	8 886	IG
SwissLife Banque Privée, Paris		40,0%	40,0%	EUR	15 161	MEE
Tradition Securities And Futures S.A., Paris, et succursale de Londres et de Bruxelles		99,9%	73,4%	EUR	9 382	IG
TSAF OTC, Paris		100,0%	73,4%	EUR	4 587	IG
TFS Israel (Brokers) Ltd, Tel Aviv		80,0%	58,7%	ILS	2 778	IG
Tradition Italia S.R.L., Milan		100,0%	73,5%	EUR	50	IG
Tradition Luxembourg S.A., Luxembourg		100,0%	73,5%	EUR	9 271	IG
Carax Monaco SAM, Monaco		100,0%	66,8%	EUR	300	IG
Tradition Management Services Ltd, Londres 2)		100,0%	73,5%	GBP	n/s	IG
Tradition (UK) Ltd, Londres		100,0%	73,5%	GBP	35 800	IG
Tradition UK Holdings Ltd, Londres	*	100,0%	73,5%	GBP	100	IG
Tradition London Clearing Ltd, Londres		100,0%	73,5%	GBP	28 500	IG
Tradition Financial Services Ltd, Londres		100,0%	73,4%	GBP	15 250	IG
TFS-ICAP Ltd, Londres		51,0%	20,6%	GBP	20	MEE
TFS Derivatives Ltd, Londres et succursales de Paris, Madrid, Milan et Amsterdam		100,0%	73,4%	GBP	23 700	IG
Trad-X (UK) Ltd, Londres		100,0%	73,5%	GBP	3 000	IG
ParFX (UK) Ltd, Londres		100,0%	73,5%	GBP	n/s	IG
Tradition CIS LLC, Moscou		100,0%	73,5%	RUB	2 680	IG
Financière Vermeer N.V., Amsterdam		100,0%	100,0%	EUR	90	IG
Compagnie Financière Tradition SA, Lausanne		70,50%	73,47%	CHF	18 566	IG
Finarbit AG, Kismnacht		100,0%	73,5%	CHF	1 500	IG
Gottex Brokers S.A., Lausanne		49,0%	36,0%	CHF	360	MEE
Starfuels SA Nyon		40,0%	29,4%	CHF	142	MEE
Tradition Service Holding SA, Lausanne 1)		100,0%	73,5%	CHF	21 350	IG
Tradition S.A., Lausanne et succursale de Zurich		100,0%	73,5%	CHF	450	IG
TFS S.A., Lausanne 1)		99,9%	73,4%	CHF	3 916	IG
Trad-X Holding S.A., Lausanne 1)		100,0%	73,5%	CHF	100	IG
ParFX Holding SA, Lausanne 1)		100,0%	73,5%	CHF	100	IG
Tradificom International, Lausanne 2)		100,0%	73,5%	CHF	200	IG

	Entrées de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt	Capital en milliers	Méthode MEE/IG/IP
Tradition Argentina S.A., Buenos Aires		100,0%	73,5%	ARS 1 546	IG
Tradition Chile S.A., Santiago		100,0%	73,5%	CLP 476 805	IG
Tradition Securities Colombia S.A., Bogota		100,0%	73,5%	COP 200 000	IG
Tradition Colombia S.A., Bogota		100,0%	73,5%	COP 90 000	IG
Tradition America Holdings Inc., New York 1)		100,0%	73,5%	USD 500	IG
Tradition Americas LLC, New York		100,0%	73,5%	USD 500	IG
Tradition SEF Inc., New York		100,0%	73,5%	USD n/s	IG
Tradition Securities and Derivatives Inc., New York		100,0%	73,5%	USD 5	IG
Trad-X US LLC, New York		100,0%	73,5%	USD n/s	IG
TFS Derivatives Corp. LLC, New York		100,0%	73,4%	USD 95	IG
TFS-ICAP LLC, New York		51,0%	20,2%	USD n/s	MEE
TFS Energy LLC, Stamford		57,5%	42,2%	USD n/s	IG
TFS Energy Futures LLC, Stamford		100,0%	42,2%	USD n/s	IG
TFS Energy Solutions LLC, Stamford		60,0%	44,1%	USD n/s	IG
StreamingEdge.com Inc., New Jersey 2)		80,0%	58,8%	USD n/s	IG
Tradition Services S.A. de C.V., Mexico		100,0%	73,5%	MXN 50	IG
TFS Australia Pty Ltd, Sydney		100,0%	73,4%	AUD 5	IG
Tradition Australia Pty Ltd, Sydney		100,0%	73,5%	AUD n/s	IG
Tradition (Asia) Ltd, Hong Kong		100,0%	73,5%	HKD 25 001	IG
TFS Derivatives HK Ltd, Hong Kong		100,0%	73,4%	HKD 65 200	IG
Ping An Tradition International Money Broking Company Ltd, Shenzhen		33,0%	24,2%	CNY 50 000	MEE
Tradition Korea Ltd, Séoul		100,0%	73,5%	KRW 5 000 000	IG
Derivium capital & Securities Private Ltd, Mumbai		50,0%	36,7%	INR 24 375	MEE
PT Tradition Indonesia, Jakarta		98,0%	72,0%	IDR 5 000 000	IG
Tradition Nihon Ltd, Tokyo		100,0%	73,5%	JPY 300 000	IG
Tradition Japan FX Holdings Ltd, Tokyo 1)		100,0%	73,5%	JPY 500	IG
Gaitame.com Co., Ltd, Tokyo		50,0%	36,7%	JPY 801 354	MEE
Ueda Tradition Holding Japan Ltd, Tokyo 1)		60,0%	44,1%	JPY 1 000	IG
Ueda Tradition Derivatives Ltd, Tokyo		100,0%	44,1%	JPY 5 000	IG
Ueda Tradition Securities Ltd, Tokyo		100,0%	44,1%	JPY 2 823 000	IG
Tradition Financial Services Philippines Inc., Makati		100,0%	73,5%	PHP 515 000	IG
Tradition Singapore (Pte) Ltd, Singapour		100,0%	73,5%	SGD 300	IG
TFS Currencies Pte Ltd, Singapour		99,9%	73,4%	SGD 700	IG
Tradition Asia Pacific (Pte) Ltd, Singapour 1)		100,0%	73,5%	SGD n/s	IG
Tradition Brokers (Thailand) Ltd, Bangkok		100,0%	47,4%	THB 12 000	IG
Tradition Siam (Brokers) Ltd, Bangkok		100,0%	47,4%	THB 5 000	IG

(1) Société holding

(2) Société de services

IG : intégration globale

MEE : mise en équivalence

### 33. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés par le Groupe VIEL & Cie à ses commissaires aux comptes au titre des exercices 2019 et 2018 sont les suivants :

	<i>Ernst &amp; Young Audit</i>				<i>Fidorg Audit</i>			
	<i>Montant (€ HT)</i>		<i>%</i>		<i>Montant (€ HT)</i>		<i>%</i>	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
<b>Audit</b>								
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 819 094	2 553 904			108 500	108 500		
<input type="radio"/> Emetteur	167 500	167 500	6%	7%	43 000	43 000	40%	40%
<input type="radio"/> Filiales intégrées globalement	2 651 594	2 386 404	94%	93%	65 500	65 500	60%	60%
<input type="checkbox"/> Autres services	35 455	4 035			-	-		
<input type="radio"/> Emetteur	4 000	4 035	11%	100%	-	-		
<input type="radio"/> Filiales intégrées globalement	31 455	-	89%	0%	-	-		
<b>Sous-total</b>	<b>2 854 549</b>	<b>2 557 939</b>	<b>100%</b>	<b>98%</b>	<b>108 500</b>	<b>108 500</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
<input type="checkbox"/> Juridique, fiscal, social	-	4 710		8%	-	-		
<input type="checkbox"/> Autres	-	50 969		92%	-	-		
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>55 679</b>	<b>-</b>	<b>2%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 854 549</b>	<b>2 613 618</b>	<b>96%</b>	<b>96%</b>	<b>108 500</b>	<b>108 500</b>	<b>4%</b>	<b>4%</b>

### 34. Impact relatif à la première application de normes comptables

Le Groupe applique la nouvelle norme IFRS 16 de manière rétrospective au 1er janvier 2019 mais a choisi de ne pas retraiter les chiffres comparatifs de l'exercice précédent qui sont présentés selon la norme IAS 17.

A la date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer cette nouvelle norme uniquement aux contrats précédemment identifiés comme des contrats de location en application de la norme IAS 17 et IFRIC 4. En outre, les contrats de location dont le terme de la durée se situe dans les douze mois au 1er janvier 2019 ont été comptabilisés comme des contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats ont été enregistrés en charge relative aux contrats de location à court terme dans le compte de résultat.

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités. Les rubriques suivantes du bilan consolidé ont été impactées par l'adoption de la norme IFRS 16 au 1er janvier 2019 :

en milliers d'EUR	1 <sup>er</sup> janvier 2019
<b><u>Augmentation / (diminution)</u></b>	
<b>ACTIF</b>	
Actifs liés au droit d'utilisation	<b>63 622</b>
<b>Total actif non courant</b>	<b>63 622</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>63 622</b>
<b>PASSIF</b>	
Obligations locatives	<b>56 795</b>
Produits différés	<b>-6 358</b>
<b>Total passif non courant</b>	<b>50 437</b>
Obligations locatives	<b>15 104</b>
Fournisseurs et autres créanciers	<b>-1 918</b>
<b>Total passif courant</b>	<b>13 186</b>

**TOTAL PASSIF****63 623**

Les actifs liés au droit d'utilisation ont été évalués au montant des obligations locatives comptabilisées au 1er janvier 2019, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus présentés dans les rubriques Produits différés et Fournisseurs et autres créanciers.

Le rapprochement entre les engagements de location au 31 décembre 2018 et les obligations locatives comptabilisées au 1er janvier 2019 se présente comme suit :

en milliers d'EUR

Engagements découlant de contrats de location simple au 31 décembre 2018	<b>91 331</b>
<b>Montant actualisé au taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>78 177</b>
Contrats de location à court terme	<b>(6 279)</b>
<b>Obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>71 899</b>
<i>Présentées au bilan comme suit :</i>	
<i>Obligations locatives à long-terme</i>	<b>56 795</b>
<i>Obligations locatives à court-terme</i>	<b>15 104</b>

Lors de l'évaluation initiale des obligations locatives au 1er janvier 2019, le Groupe a utilisé un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 3,72 %.

Des informations complémentaires sur les contrats de location au 31 décembre 2019 sont présentées en note 26.

Les méthodes comptables appliquées pour l'exercice comparatif 2018 sont décrites ci-dessous :

**Contrats de location**

Un contrat de location est comptabilisé en tant que contrat de location-financement lorsqu'il transfère au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Un contrat de location est classé en tant que contrat de location simple lorsque ce transfert n'a pas lieu.

Les immobilisations financées par des contrats de location-financement sont constatées au bilan à la valeur la plus basse entre la juste valeur de l'actif loué et la valeur actualisée des loyers minimum dus au début du contrat de location et amorties, en accord avec les principes du Groupe concernant l'évaluation des immobilisations corporelles, sur la durée la plus courte de la durée du bail ou de leur durée de vie utile. Les engagements qui en découlent sont présentés dans les dettes financières.

Les engagements futurs résultant de contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur la durée du contrat.

**35. Consolidation de VIEL & Cie**

VIEL & Cie fait l'objet d'une consolidation dans les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance, dont le siège social est situé au 23 Place Vendôme, 75001 Paris.